

INDEX ANALYTIQUE

Les chiffres renvoient aux numéros de paragraphes.

– A –

Abus sexuel

- Déclaration extrajudiciaire d'un enfant victime d'abus sexuel
 - *Code civil du Québec*, 775
 - Common law, 773
 - Conditions générales de recevabilité, 773
 - Controverse jurisprudentielle, 774
 - Corroboration, 776
 - Exception à l'interdiction du oui-dire, 773-776
 - Protection de la jeunesse, 774

Accès aux documents

- Dossier médical et hospitalier, 1376, 1377, 1380, 1381
- Loi applicable, 85, 1168
- Organisme public, 1168
- Protection des renseignements personnels, 1170
- Renonciation à la confidentialité d'un renseignement ou au secret professionnel, 1373
- Restriction au droit, 1169

Accord international

- Connaissance judiciaire, 106

Acquiescement à la demande

- Aveu judiciaire exprès, 1027

Acte authentique, 257-337

- Accomplissement des formalités requises, 263
- Acte authentique privé, 259, 273-230
 - Acte juridique, 911
 - Acte notarié, 273, 275-296
 - Catégories, 273
 - Conditions d'authenticité, 280-293
 - Copie et extrait, 294-298
 - Document inscrit sur un registre, 298
 - Original perdu, détruit ou enlevé, 297
 - Procès-verbal de bornage, 274
 - Qualification, compétence et capacité du notaire, 281-283
 - Reconstitution, 297
 - Respect des formalités essentielles, 284-293
- Acte authentique public, 260, 265-272, 323
 - Catégories, 267-272
 - Copie et extrait, 266
 - Définition, 265

- Documents officiels des parlements du Canada et du Québec, 268
 - Documents officiels émanant du gouvernement du Canada ou du Québec, 269
 - Faits matériels, 917
 - Registres d'un caractère public dont la loi requiert la tenue par des officiers publics, 272
 - Registres des tribunaux judiciaires, 270
 - Registres et documents officiels des municipalités et des personnes morales de droit public, 271
 - Support technologique, 1135
 - Acte authentique, 1135
 - Capacité de l'officier public, 262
 - Catégories, 264, 1135
 - Clauses manquant de clarté, 309
 - Compétence de l'officier public, 261
 - Conditions, 258
 - Définition, 257, 1135
 - Écrit instrumentaire, 252
 - Effet d'un contrat, 299
 - Existence d'un officier public, 259, 260
 - Intention des parties, 326
 - Présomption d'authenticité, 300-302
 - Preuve contraire, 310-337
 - Acte notarié, 324-328
 - Conclusion déduite par l'officier public, 315-317
 - Condition préalable, 310
 - Déclaration de l'officier public portant sur des faits qu'il a mission de constater, 318-328
 - Déclaration des parties et des tiers, 311-314
 - Effet du jugement maintenant l'action ou la demande de déclaration de faux, 333-337
 - Procédure de l'action ou de la demande de déclaration de faux, 310, 329-332
 - Règle d'irrecevabilité, 1405
 - Règle de la meilleure preuve, 431
 - Exceptions, 439
 - Support technologique, 1144
 - Valeur probante, 299-309
 - Acte notarié, 304-309
 - Authenticité de l'écrit, 300-302
 - Contenu de l'écrit, 303-308
 - Parties et tiers, 299, 309
- Voir aussi Action ou demande de déclaration de faux*
- Acte criminel**
- Fardeau de la preuve dans un procès civil, 175-178
- Balance des probabilités, 176
 - Critère d'appréciation, 177
 - Droit civil et common law, 178
 - Gravité des allégations ou de leurs conséquences, 177
 - Notions générales, 175
 - Probabilité ou improbabilité intrinsèque des faits allégués, 177, 178
- Acte de l'état civil**
- Restriction à la preuve testimoniale, 917
- Acte de procédure**
- Support technologique, 1111
- Acte juridique**
- Acte sous seing privé, 358
- Aveu, 1013, 1033

- Définition, 130, 358, 815
- Distinction entre l'acte juridique et le fait matériel, 127-132, 397, 817
- Caractéristique fondamentale, 132
 - Classifications doctrinales, 128
 - Définitions, 130, 131
 - Importance de la distinction, 127
 - Termes « acte juridique » et « fait » dans le *Code civil du Québec*, 129
- Écrit relatant un acte juridique, 403, 404
- Catégories, 403
 - Fait matériel et acte juridique, 397
 - Recevabilité, 403
 - Règle de la meilleure preuve, 432
 - Valeur probante, 404
- Interprétation, 307, 308
- Nullité, 334
- Preuve, 248, 819
- Preuve matérielle, 1094
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 813-820
- Voir aussi* **Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique ; Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique**
- Acte juridique passé dans le cours des activités d'une entreprise**
- Voir* **Dans le cours des activités d'une entreprise**
- Acte notarié**
- Acte authentique privé, 259, 273
- Acte en brevet, 278
- Acte en minute, 277, 279
- Action ou demande en déclaration de faux, 324-328
- Action ou demande non nécessaire, 312
 - Compétence exclusive des tribunaux, 331
 - Correction de l'écrit, 336
 - Distinction entre un fait relaté et un fait constaté, 313
 - Erreur du notaire, 327
 - Exceptions, 328
 - Faux intellectuel, 320, 326
 - Faux matériel, 320, 325
 - Notions générales, 324
 - Preuve de l'existence d'un faux, 322
- Capacité du notaire, 283
- Capacité du témoin, 293
- Compétence du notaire, 282
- Compétence du témoin, 293
- Conditions d'authenticité, 280-293
- Copie et extrait, 294-296, 304
- Date, 286
- Déclaration des parties, 306
- Déclaration du notaire, 305
- Définition, 275
- Formalités, 263, 290
- Importance, 276
- Interprétation des termes « acte juridique », 307, 308
- Langue, 285
- Lecture, 288
- Lieu, 287
- Qualification du notaire, 281
- Reconstitution, 291
- Règle de la meilleure preuve
- Exceptions, 439, 440

- Respect des formalités essentielles, 284-293
- Signature, 289
- Support technologique, 1135
- Testament, 292
- Valeur probante, 304-309
- Voir aussi* **Action ou demande de déclaration de faux ; Testament notarié**
- Acte passé dans le cours des activités d'une entreprise**
- Voir* **Dans le cours des activités d'une entreprise**
- Acte semi-authentique**, 338-345
- Acte juridique, 912
- Catégories, 339
- Contenu, 345
- Copie, 343
- Définition, 338
- Document public, 339
- Écrit instrumentaire, 252
- Faits matériels, 917
- Notions générales, 338-343
- Officier public, 341
- Officier public étranger, 340
- Présomption, 344
- Procuration privée, 339, 342
- Règle de la meilleure preuve, 431
- Exceptions, 439
 - Signature, 1136
- Support technologique, 1136, 1144
- Valeur probante, 344, 345
- Acte similaire**
- Voir* **Fait similaire**
- Acte sous seing privé**, 276, 346-392
- Absence de formalisme, 348-351
- Différences entre les droits français et québécois, 349
 - Langue, 351
 - Notions générales, 348
 - Testament, 350
- Acte juridique, 358, 913
- Altération matérielle, 376
- Conditions d'existence, 352-358
- Contenu, 375-377
- Notions générales, 375
 - Preuve contraire, 382
 - Preuve du contenu, à l'exception de la date, 381
- Contestation
- Déclaration sous serment, 376, 378
- Définition, 347
- Devoir d'impartialité du notaire, 283
- Écrit instrumentaire, 252
- Intégrité, 1137
- Notions générales, 346-358
- Preuve de la date à l'égard des tiers, 383-392
- Dans le cours des activités d'une entreprise, 392
 - Droit français, 385, 388, 391
 - Droit québécois, 386, 390, 392
 - Écrits visés, 387, 388
 - Exception, 392
 - Fondement, 384
 - Moyens de preuve, 385, 386
 - Notion de tiers, 389-391
 - Source, 383
- Preuve que l'acte ne relate pas la volonté des contractants, 377

-
- Procès-verbal de bornage non signé, 274
- Règle de la meilleure preuve, 431
- Signature, 353-357, 359-374
- Absence de signature, 357
 - Auteur, 354
 - Autre pièce au soutien de la demande, 364
 - Aveu judiciaire, 373, 374
 - Aveu tacite, 361-374
 - Contestation, 369-372
 - Contrat synallagmatique, 355
 - Contrat unilatéral, 356
 - Déclaration de mise au rôle, 365
 - Définition, 353
 - Déplacement du fardeau de la preuve, 373
 - Document en la possession d'une partie ou d'un tiers, 366
 - Document invoqué par la partie qui nie la signature, 362
 - Document opposé à la partie adverse, 361
 - En contexte de nouvelles technologies, 353
 - Fardeau de la preuve, 359
 - Mise en demeure de reconnaître l'origine d'un document ou l'intégrité de l'information, 368
 - Moyens de preuve, 360
 - Pièce dont la communication est obligatoire en même temps que l'acte de procédure, 363
 - Preuve de la signature à l'égard des tiers, 380
 - Preuve par expert, 376
 - Règles générales, 359, 360
 - Remède au défaut de communiquer une pièce en même temps que l'acte de procédure, 367
 - Révocation de l'aveu, 374
 - Support technologique, 1137
- Source, 346
- Support technologique, 1137, 1144
- Valeur probante à l'égard des parties et de leurs héritiers, 299, 359-378
- Contenu de l'acte, 375-378
 - Signature, 359-374
- Valeur probante à l'égard des tiers, 299, 379-392
- Intérêt de cette preuve, 379
 - Preuve contraire, 382
 - Preuve de la date, 383-392
 - Preuve de la signature, 380
 - Preuve du contenu, à l'exception de la date, 381
 - Règles générales, 379-382
- Acte technologique authentique**
Voir Acte authentique
- Action collective**
- Absence d'identité d'objet, 998
- Chose jugée, 990
- Connaissance judiciaire, 114
- Exclusion des témoins, 578
- Interrogatoire préalable à l'instruction, 638
- Pertinence, 216, 219
- Présomption de fait, 1004
- Relation avocat-client, 1365
- Rôle du juge, 50, 202
- Secret médical, 1357

- Action ou demande de déclaration de faux**, 304, 310, 329-332
- Conclusion déduite par l'officier public, 315-317
- Action ou demande non nécessaire, 315
 - Nécessité de l'action ou de la demande de déclaration, 315, 317
 - Notions générales, 315
 - Preuve contraire aux déclarations, 317
 - Procès-verbal d'un huissier, 315, 316
 - Valeur probante, 316
- Déclaration de l'officier public portant sur des faits qu'il a mission de constater
- Acte authentique public, 323
 - Acte notarié, 324-328
 - Aveu des parties, 321
 - Faux matériel et faux intellectuel, 320, 325, 326
 - Nécessité de l'action ou de la demande de déclaration, 318
 - Preuve de l'existence d'un faux, 322
 - Procès-verbal d'un huissier, 319
 - Règles générales, 318-323
- Déclaration des parties et des tiers, 311-314
- Action ou demande non nécessaire, 311, 312
 - Distinction entre un fait relaté et un fait constaté, 313
 - Limitations de la preuve testimoniale, 314
- Effet du jugement maintenant l'action ou la demande de déclaration, 333-337
- Appel, 337
 - Correction de l'écrit, 336
 - Notions générales, 333
 - Nullité de l'acte juridique, 334
 - Perte de l'authenticité de l'écrit, 335
- Procédure, 310, 329-332
- Action de faux, 329
 - Compétence exclusive des tribunaux, 331
 - Contestation d'un acte authentique, 330
 - Copie ou extrait authentique, 332
- Activités de l'entreprise**
Voir Dans le cours des activités d'une entreprise
- Administration de la justice**
Autorisation légale de communiquer des renseignements confidentiels, 1380
Règles d'irrecevabilité, 1401-13405
Voir aussi Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux
- Admission**
Voir Aveu
- ADN**
Voir Test d'ADN
- Affirmation solennelle**
Voir Déclaration solennelle
- Agenda électronique**
Recevabilité, 1138

Agression sexuelle

Contre-interrogatoire, 223
Déclaration extrajudiciaire fiable,
787
Déclaration spontanée et contempo-
raine, 604, 765
Preuve obtenue illégalement, 1189
Témoignage de l'enfant, 773
Vague de dénonciations, 238

Ajournement

Absence des témoins, 572
Secret professionnel, 1373

Alcootest

Preuve d'authenticité, 1098
Valeur probante, 1108

Allocation pour les témoins,
562, 568, 661

Alphabétisation

Preuve par écrit, 247

Analyse génétique

Voir **Test d'ADN**

Angleterre

Voir **Common law ; Droit anglais ;
Régime anglais**

**Anonymat de l'informateur
de police**

Voir **Privilège de l'informateur
de police**

Antiquité

Grèce antique, 20
Sociétés primitives, 19

Appel

Action ou demande de déclaration de
faux, 337
Constitution préalable de la preuve,
688
Crédibilité du témoin, 496
Expert/expertise, 530
Jugement sur l'objection, 1421
Nouvelle preuve, 198, 1421
Pertinence, 220
Voir aussi **Cour d'appel ; Droit
d'appel**

Archives nationales

Copie d'un document inscrit sur un
registre, 298

Arpenteur-géomètre

Acte authentique privé, 259
Voir aussi **Officier public ;
Procès-verbal de bornage**

Associé

Contrat entre deux exploitants d'une
entreprise, 891
Devoir de discrétion, 1339
Écrit interprétant un acte juridique,
902
Entrepreneur, 883
Prête-nom, 947

Assuré/assureur

Absence d'identité d'objet, 998
Accès aux documents, 1371
Aveu, 1046, 1047, 1049
Capacité de travailler, 159
Choix de l'avocat, 1349, 1366
Commencement de preuve, 876
Communications privilégiées, 1296
Communications transmises par un
tiers à un avocat, 1294

- Conflit d'intérêts, 1349
 Convention antérieure ou concomitante, 932
 Décision implicite, 987
 Erreur matérielle ou d'écriture, 954
 Fait litigieux ou pertinent, 171
 Fardeau de la preuve, 161
 Identité d'objet, 996
 Intérêt d'un tiers, 1365
 Langue de la police d'assurance, 285
 Passivité du juge, 193
 Preuve indiciaire, 170
 Renonciation au secret professionnel, 1373
- Atteinte aux droits et libertés fondamentaux**
Voir Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux
- Audience à huis clos**
Voir Huis clos
- Audience publique**
Voir Procès public
- Australie**
 Preuve obtenue par des moyens illégaux ou immoraux, 1176
- Authenticité de l'acte**
Voir Acte authentique
- Auto-incrimination**
Voir Protection contre l'auto-incrimination
- Autorité de la chose jugée**
Voir Chose jugée
- Aveu**, 25, 1010-1078
 Absence de preuve, 1023
 Acte juridique, 1013, 1033
 Acte sous seing privé
 – Signature, 361-374
 Admission de responsabilité, 1015
 Assuré/assureur, 1046
 Aveu complexe
 – Définition, 1062
 – Divisibilité, 1075
 – Exception, 1073
 – Indivisibilité, 1074
 Aveu exprès, 821
 – Aveu judiciaire, 1027
 – Preuve secondaire du contenu d'un écrit, 463
 Aveu extrajudiciaire, 858, 859, 1029
 – Capacité de l'avouant, 1033, 1034
 – Définition, 1012
 – Preuve, 1019
 – Recevabilité d'une preuve contraire, 1057
 – Valeur probante, 1056, 1057
 Aveu judiciaire, 857
 – Acquiescement à la demande, 1027
 – Aveu de l'avocat, 1042
 – Aveu exprès, 1027
 – Aveu oral, 1028
 – Capacité de l'avouant, 1032
 – Conditions de forme, 1025-1028
 – Définition, 1011
 – Désistement d'une procédure, 1055
 – Exceptions à la règle de l'expressivité, 1026
 – Irrecevabilité d'une preuve contraire, 1051

-
- Irrévocabilité pour cause d'erreur de droit, 1052
 - Preuve, 1018
 - Règle de l'expressivité, 1025
 - Rétractation ou modification d'une procédure, 1054
 - Révocabilité pour cause d'erreur de fait, 1053
 - Valeur probante, 1050-1055
 - Aveu qualifié, 1061
 - Aveu simple, 1060
 - Aveu tacite, 464, 822, 859, 1023
 - Capacité de l'avouant, 1032-1034
 - Commencement de preuve, 821, 822, 856-859
 - Inapplication de la règle de l'indivisibilité, 1109-1078
 - Conditions de fond, 1020, 1029-1046
 - Conditions de forme, 1020-1028
 - Aveu judiciaire, 1025-1029
 - Conditions générales, 1021-1024
 - Connaissance personnelle des faits, 1017
 - Déclaration d'un tiers, 1045, 1046
 - Déclaration mixte de droit et de fait, 1015
 - Déclaration purement énonciative, 309
 - Définition, 1010
 - Droit, 1014
 - Effets
 - Ayant cause de l'avouant, 1047
 - Codébiteur et caution, 1049
 - Créancier de l'avouant, 1048
 - Employé
 - Droit canadien, 1043
 - Droit québécois, 1044
 - Erreur de l'avouant, 1030
 - Exceptions à la règle de l'indivisibilité, 1066-1075
 - Absence de connexité entre les faits mentionnés dans l'aveu, 1073-1075
 - Fait étranger à la contestation liée, 1067, 1068
 - Invraisemblance de l'aveu, 1070
 - Mauvaise foi d'un avouant, 1071
 - Notions générales, 1066, 1069
 - Preuve contraire, 1072
 - Règles de la plaidoirie écrite, 1067
 - Existence d'un faux, 321
 - Fait défavorable à l'auteur de l'aveu, 1016
 - Fait matériel, 1013, 1034
 - Fraude, 1031
 - Indivisibilité, *v.* Règle de l'indivisibilité
 - Intégrité du consentement, 1030, 1031
 - Mandataire, 1040-1042
 - Aveu de l'avocat, 1042
 - Notions générales, 1040
 - Pouvoir d'avouer, 1041
 - Moyen de preuve, 244
 - Notions générales, 1010-1019
 - Nullité, 1031
 - Objet, 1013-1017
 - Opinion, 1015
 - Pouvoir de faire l'aveu, 1035-1046
 - Common law, 1037
 - Droit français, 1037
 - Droit québécois, 1036
 - Notions de représentation et d'autorisation, 1035
 - Pouvoir de contracter ou d'agir pour autrui, 1035

- Preuve, 1018, 1019
- Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique, 899
- Preuve de la loi étrangère, 122-124
- Objet de l'aveu, 122
 - Qualités et formes, 123
 - Régime applicable, 124
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 821, 822
- Aveu exprès, 821
 - Aveu tacite, 822
- Qualités, 1022
- Question mixte de fait et de droit, 1015
- Règle de l'indivisibilité, 1058-1078
- Classification et définitions, 1059-1062
 - Exceptions, 1066-1075
 - Inapplication à l'aveu utilisé comme commencement de preuve, 1076-1078
 - Portée, 1063-1065
 - Sanction, 1068
 - Sens, 1065
 - Sources, 1058
 - Unicité de la déclaration, 1063
 - Utilisation, 1064
- Représentant légal
- Notions générales, 1038
 - Pouvoir d'avouer, 1039
- Révocation, 1029, 1053
- Aveu de l'avocat, 1054
 - Causes, 1029, 1031
 - Erreur de fait, 1029, 1051, 1053
 - Erreur inexcusable, 1029
- Silence, 1024
- Test du polygraphe, 1031, 1101
- Valeur probante, 1050-1057
- Violence, 1031
- Avocat**
- Aveu, 1042
- Révocation, 1054
- Voir aussi Document préparé en vue d'un litige ; Rôle de l'avocat ; Secret professionnel*
- Ayant cause à titre particulier**
- Commencement de preuve, 871
- Effet de l'aveu, 1047
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 810
- Exception, 871
- Ayant cause à titre universel**
- Voir Ayant cause universel ou à titre universel*
- Ayant cause universel ou à titre universel**
- Commencement de preuve, 870
- Effet de l'aveu, 1047
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 809
- Exception, 870
- B –
- Bande magnétique**
- Voir Enregistrement*
- Bande vidéo et sonore**
- Voir Enregistrement*
- Barrement d'une mention libératoire**
- Voir Mention libératoire*
- Bornage**
- Voir Procès-verbal de bornage*

– C –

Canada*Voir* **Droit canadien****Capacité de l'avouant**, 1032-1034**Capacité des témoins**

Acte notarié, 293

Contre-interrogatoire, 611

Droit canadien, 88

Enfant, 556-558

Huissier, 555

Incapacité physique ou mentale, 554

Règle générale, 553

Capture d'écran, 1129**Caractère et réputation**, 227-233

Diffamation, 231

Distinction entre faute et préjudice,
217

Droit criminel, 223

Fait similaire, 235, 239, 241

Historique, 227-228

– XVIII^e et XIX^e siècles, 229– XVIII^e siècle, 228

– Notions générales, 227

– Période moderne, 230

Preuve directe, 231

Preuve indirecte, 232

Réputation du témoin, 233, 613

Caution/cautionnement

Admissibilité du témoignage, 964

Aveu d'un débiteur, 1049

Commencement de preuve, 859

Contenu exprès et implicite, 932

Contrat distinct, 949

Déclaration accompagnant ou expliquant un fait, 731

Mandat d'amener, 568

Prête-nom, 947

Valeur du litige, 837

Certificat d'un juriconsulte

Preuve de la loi étrangère, 118

Charge de la preuve*Voir* **Fardeau de la preuve****Chartes canadienne et québécoise***Voir* **Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux ; Protection contre l'auto-incrimination ; Secret professionnel ; Sources****Chèque**

Commencement de preuve, 875

Chose jugée, 2, 978-999

Application, 983

Conditions, 981

Distinction entre chose jugée et litispendance, 979

Fondement, 980

Jugement ayant autorité de la chose jugée, 982-989

– Compétence du tribunal, 984

– Décision implicite, 987

– Dispositif, 986

– Droit civil et administratif, 982

– Droit pénal, 982

– Exclusions, 982

– Hiérarchie du tribunal, 983

– Jugement interne, 983, 984

– Limite, 989

– Motifs, 988

- Notions générales, 982, 985
- Ordre public et intérêt privé, 980
- Règle des trois identités, 990-999
 - Identité d'objet, 996-999
 - Identité de cause, 991-995
 - Identité des parties, 990
- Source, 978
- Citation à comparaître**
- Voir Convocation des témoins*
- Clause pénale**
- Identité de cause, 998
- Valeur du litige, 833
- Clôture de l'enquête**
- Absence des témoins, 570
- Code civil du Bas Canada**
- Acte semi-authentique, 340, 345
- Acte sous seing privé, 346
- Aveu, 821, 899
- Condition suspensive ou résolutoire, 934
- Contrat commercial, 880
- Déclaration extrajudiciaire, 1409
- Don manuel, 824
- Droit supplétif, 73
- Évolution sociale, 247
- Interdiction du ouï-dire, 701, 702
 - Exceptions, 735
- Liberté de la preuve dans les matières commerciales, 7
- Notion de faute, 994
- Outrage au tribunal, 181
- Preuve pertinente obtenue par des moyens illégaux, 1179
- Preuve préconstituée, 76
- Preuve testimoniale directe, 898
- Procès-verbal de bornage, 303
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 797, 802, 805
 - Règle applicable à l'acte juridique, 813, 823
- Règles d'irrecevabilité, 1407
- Res gestae*, 728
- Simulation, 940
- Sources des obligations, 128, 813
- Valeur du litige, 830
- Voir aussi Codifications*
- Code civil du Québec**
- Voir Codifications ; Droit civil ; Droit québécois*
- Code de procédure civile**
- Droit supplétif, 76
- Voir aussi Codifications ; Réforme du Code de procédure civile de 2016*
- Codébiteur**
- Effet de l'aveu d'un débiteur, 1049
- Codifications**
- Codifications du C.c.B.C. de 1866 et du C.p.c. de 1867, 67-69
 - Maintien du droit antérieur, 67
 - Rôle des codificateurs, 69
 - Volonté d'unifier le droit civil et le droit commercial, 68
- Période antérieure, 58-66
 - Régime anglais, 60-66
 - Régime français, 58, 59
- Période postérieure, 70-75
 - Confédération, 70
 - Droit supplétif, 73-75
 - Législations postérieures aux codifications, 71, 72

Règle d'irrecevabilité du oui-dire,
694

Commencement de preuve

Acceptation, 868

Aveu, 821, 822, 856-859

– Inapplication de la règle de
l'indivisibilité, 1076-1078

Ayant cause à titre particulier, 871

Ayant cause universel ou à titre
universel, 870

Code civil du Québec, 850

Conditions, 851

Déclaration purement énonciative,
306, 307, 309

Définition, 852, 100

Écrit, 853-855

Écrit relatant un fait matériel, 401

Exception, 828

Exception à la prohibition de
contredire ou de changer par
témoignage un acte juridique
constaté par un écrit, 920, 966,
967

Exception à la prohibition de la
preuve testimoniale de l'acte
juridique, 850-876

Existence, 852-865

Mandataire et employé, 869

Notions générales, 850, 851

Œuvre matérielle ou intellectuelle
de la partie adverse, 867

Preuve circonstancielle, 825, 826

Preuve matérielle, 864, 865

Preuve testimoniale, 314, 860-863

Provenance, 866-871

Représentation, 869

Utilisation, 868

Vraisemblance, 872-876

– Applications, 874

– Critères, 873

– Notion, 872

– Production d'un chèque, 875

Commerce/commercialité

*Voir Dans le cours des activités
d'une entreprise ; Droit
commercial ; Entreprise*

Commission de réforme du droit du Canada

Notion de pertinence, 208

Commission rogatoire, 679-684

Admission de la preuve, 683

Connaissance personnelle des faits,
683

Décision, 681

Frais, 680

Interrogatoires, 684

Moyen technologique, 679

Objection à la preuve, 683

Objet, 679

Oui-dire, 683

Preuve étrangère, 679

Procédure, 680

Protection de la jeunesse, 679

Questions, 683

Rapport, 684

Rejet de la demande, 680

Représentation des parties, 682

Rôle du juge, 680

Utilité, 679

Common law

Aveu

– Pouvoir de faire l'aveu, 1037

Communication entre conjoints,
1271

- Communications privilégiées
- Introduction de privilèges de common law en droit québécois, 1203
- Connaissance judiciaire, 94
- Déclaration extrajudiciaire
- Déclaration concernant la généalogie d'une personne, 782
 - Déclaration contraire à l'intérêt de son auteur, 768
 - Déclaration d'un enfant victime d'abus sexuel, 773
 - Déclaration spontanée et contemporaine, 762
 - Documents anciens et publics, 785
- Dérogation conventionnelle aux règles de preuve, 1397
- Fait similaire
- Preuve indirecte du fait principal, 239
- Fardeau de la preuve
- Acte criminel et procès civil, 178
 - Fait grave et exceptionnel, 179
- Interrogatoire préalable à l'instruction, 631
- Interrogatoire principal
- Question suggestive, 585
 - Rafraîchissement de la mémoire d'un témoin, 590
- Irrecevabilité de l'opinion du témoin ordinaire, 486
- Exceptions, 489
- Pertinence, 212
- Preuve obtenue par des procédés illicites ou irréguliers, 1174
- Preuve testimoniale contredisant un écrit, 908, 935
- Preuve complétant un écrit, 927
- Preuve contraire au contenu explicite, 921
 - Preuve d'un contractant contre un tiers, 908
 - Preuve de l'invalidité d'un acte juridique, 951
 - Preuve interprétant un écrit, 960, 962
 - Prohibition, 917
 - Simulation et contrat distinct, 947-949
- Protection contre l'auto-incrimination
- Droit du témoin de ne pas s'incriminer en common law, 1209
- Règle d'irrecevabilité du oui-dire
- Exceptions, 747, 754, 762, 768, 773
 - Fondement, 700
 - Source, 693
- Règle de la meilleure preuve, 417, 893
- Historique, 420-423
- Res gestae*, 724
- Res ipsa loquitur*, 1007
- Secret professionnel, 1315-1318
- Décès de l'auteur de la confiance, 1390
- Valeur probante, 222, 1107
- Voir aussi* **Droit anglais ; Droit canadien**
- Communication des documents**
- Voir* **Document en la possession d'un tiers ; Document en la possession d'une partie**
- Communication entre avocat-client**
- Voir* **Secret professionnel**

-
- Communication entre conjoints**, 12, 46, 52, 1271-1280
- Conditions d'existence, 1276-1278
- Notions générales, 1276
- Fondement du privilège, 1274
- Historique du privilège, 1271-1273
- Common law, 1271
 - Évolution historique des règles de procédure civile, 1273
 - Modification législative canadienne, 1272
- Limites du privilège, 1279, 1280
- Moment de la communication, 1278
- Notion de communication, 1277
- Preuve secondaire, 1280
- Renonciation, 1279
- Titulaire du privilège, 1275
- Communication faite dans le but de régler un litige**, 1281-1287
- Communication par ou à un tiers non avocat, 1286
- Conditions d'existence, 1284
- Expression « sans préjudice » facultative, 1285
- Fondement du privilège, 1281
- Introduction du privilège en droit québécois, 1282
- Limites du privilège, 1287
- Notions générales, 1281-1283
- Portée du privilège, 1284-1287
- Preuve secondaire, 1283
- Règlement à l'amiable, 1286
- Titulaire du privilège, 1283
- Communications privilégiées**, 12, 15, 33, 35, 42, 52, 1171, 1201-1303
- Classification, 1206
- Communication entre conjoints, 1271-1280
- Conditions d'existence, 1276-1278
 - Fondement et titulaire du privilège, 1274, 1275
 - Historique du privilège, 1271-1273
 - Limites du privilège, 1279, 1280
- Communication faite dans le but de régler un litige, 1281-1287
- Notions générales, 1281-1283
 - Portée du privilège, 1284-1287
- Définition de privilège, 1201
- Discretion judiciaire, 1389
- Document préparé en vue d'un litige, 1288-1298
- Limites du privilège, 1297-1298
 - Notions générales, 1288-1290
 - Portée du privilège, 1291-1296
- Droit international privé, 1205
- Droit supplétif, 1204
- Enregistrement de conversations privées interceptées par l'État dans le cadre d'une enquête pénale, 1124
- Exception à la contraignabilité des témoins, 560
- Fondement, 1202
- Fouille, perquisition et saisie, 1383
- Introduction de privilèges de common law en droit québécois, 1203
- Jurisprudence, 1302, 1303
- Applications, 1303
 - Critères de Wigmore, 1302
- Législation, 1300, 1301
- Notions générales, 1201-1206
- Preuve matérielle, 1091

- Privilège de l'informateur de police, 1264-1270
- Privilège de la Couronne, 1226-1263
- Immunité de la Couronne, 1231-1234
 - Législations de compétence fédérale, 1248-1259
 - Législations de compétence provinciale, 1260-1263
 - Notions générales, 1226-1230
 - Privilège de la Couronne, 1235-1223
- Protection contre l'auto-incrimination, 1207-1225
- Législations fédérales et provinciales, 1215-1220
 - Modification législative, 1212-1214
 - Notions générales, 1207-1212
 - Portée, 1221-1225
- Règles d'irrecevabilité, 211, 1410
- Renseignement confidentiel, 1300
- Renseignement privilégié, 1301
- Respect des règles par les organismes publics, 1171
- Secret professionnel, 1410
- Comparution**
- Voir Convocation des témoins*
- Compétence des témoins**
- Acte notarié, 293
- Compétence des tribunaux**
- Exclusive
- Action ou demande de déclaration de faux, 331
 - Valeur du litige, 832
- Présomption de la normalité, 162
- Voir aussi Tribunal*
- Compétence fédérale**
- Voir Droit canadien*
- Compétence provinciale**
- Voir Droit québécois*
- Condamnation antérieure**
- Crédibilité du témoin, 615
- Conduite**
- Conduite des tiers
- Pertinence, 243
- Déclaration extrajudiciaire, 716-719
- *Code civil du Québec*, 719
 - Conduite destinée à communiquer volontairement un fait, 717
 - Conduite impliquant l'affirmation involontaire d'un fait, 718
 - Notions générales, 716
- Confession**
- Voir Aveu*
- Confidentialité des renseignements**
- Voir Communications privilégiées ; Renseignement confidentiel ; Secret professionnel*
- Conflit d'intérêts**
- Voir Secret professionnel*
- Conjoint**
- Voir Communication entre conjoints*
- Connaissance d'office**
- Voir Connaissance judiciaire*
- Connaissance du droit**
- Importance, 1

-
- Connaissance judiciaire**
 Applications jurisprudentielles, 143
 Caractère obligatoire, 146
 Connaissance courante, 141
 Contexte technologique, 147
 Document ancien, 144
 Droit canadien, 94-98
 – Doctrine, common law, loi et ordonnance, 94
 – Moyens de preuve, 98
 – Proclamation, 96
 – Règlements fédéraux, 95
 – Règlements provinciaux et municipaux, 97
 Droit civil québécois, 99-110
 – Accords internationaux, 106
 – Allégation des textes non publiés, 106
 – Décrets, directives et décisions, 102
 – Droit international coutumier, 106
 – Expression « droit en vigueur au Québec », 99
 – Lois québécoises et canadiennes, 100
 – Notions générales, 99
 – Proclamation, 105
 – Règlements fédéraux, 104
 – Règlements municipaux, 103
 – Règlements provinciaux, 101
 – Traités, 106
 – Usage, 107-110
 Droit public, 93
 Étendue, 93, 140, 143
 Faits de connaissance courante, 141
 Faits historiques, 144
 Faits insuffisamment notoires, 143
- Faits législatifs et constitutionnels, 145
 Faits notoires et incontestables, 140
 Fonctionnement de l'État, 141
 Géographie, 141
 Objectif, 140
 Plate-forme Wikipédia, 147
 Preuve d'expert, 504
 Radar, 1099
 Règles générales, 140
- Connaissance personnelle des faits**
 Aveu, 1017
 Commission rogatoire, 683
 Exception à l'interdiction du oui-dire, 770
 Interrogatoire préalable à l'instruction, 638
 Rôle du juge, 139
- Connaissance personnelle du tribunal**
 Exceptions, 140-147
 Règle générale, 139
- Conseil municipal**
Voir Municipalité
- Conseiller**
Voir Représentation
- Conseiller juridique**
 Secret professionnel, 1310, 1323
Voir aussi Avocat ; Notaire
- Conservation d'un droit**
 Présomption, 166, 167

Conservation de la preuve

Voir **Constitution préalable de la preuve**

Conspiration

Fait similaire, 238

Constitution préalable de la preuve, 685-692

Appel sur permission, 688

Audition des témoins, 691

Conditions, 687

Disposition applicable, 686

Examen d'un immeuble voisin, 689

Exécution du jugement, 691

Instance déjà introduite, 692

Interprétation restrictive, 687

Justification, 685

Modalités, 691

Objet, 687

Procédure, 690

Règle exceptionnelle, 687

Utilisation, 688

Contraignabilité

Contraignabilité en justice, 1171

Discrétion judiciaire, 557

Exceptions, 560

Non-contraignabilité, 1196, 1263, 1324, 1325

Règle, 559, 1219

Contrat

Incapacité de contracter

– Fardeau de la preuve, 158

Contrat de prête-nom

Voir **Prête-nom**

Contre-interrogatoire, 605-622

But, 607

Crédibilité du témoin, 610-622

– Capacité, partialité et réputation du témoin, 611-613

– Condamnation antérieure, 615

– Déclaration incompatible, 616-622

– Preuve contraire, 614

Fondement du droit, 605

Forme, 608, 618

Objet, 607

Preuve illégale, 609

Règles générales, 605-609

Réputation du témoin, 233

Titulaire du droit, 606

Contre-lettre, 875, 905, 942, 1356**Contre-preuve, 187, 579, 604, 628****Convention sur les règles de preuve**

Voir **Dérogation conventionnelle aux règles de preuve**

Convocation des témoins, 562-578

Absence des témoins, 568-573

– Ajournement, 572

– Clôture de l'enquête, 570

– Maladie ou infirmité, 569

– Mandat d'amener, 568

– Réouverture des débats, 571

– Rétractation de jugement, 573

Avancement des frais, 562, 568

Citation à comparaître, 562

– Annulation, 567

Défaut de comparaître, 670, 678

- Droit criminel, 627
 Droit familial, 627
 Exclusion des témoins, 574-578
 – Action collective, 578
 – Expert/expertise, 576
 – Notions générales, 574
 – Parties au litige, 575
 – Protection de la jeunesse, 577
 Ordre de présentation des témoins, 579
 Personne résidant dans une autre province ou un territoire du Canada, 565
 Preuve matérielle, 564
 Prisonnier, 566
 Production de documents, 563
 Règles générales, 562
 Rôle du juge, 627
- Corps certain et déterminé**
 Valeur du litige, 834
- Corroboration**
 Définition, 172
 Fardeau de la preuve, 172-174
 Suffisance d'un témoin, 173
 Témoignage de l'enfant, 174, 556
- Cour d'appel**
 Règle de la non-intervention sur une question de fait, 538-549
 – Cas exceptionnels, 537
 – Conclusion de droit, 545
 – Conclusion déraisonnable, 548
 – Critique, 543
 – Discretion judiciaire, 542
 – Erreur manifeste et déterminante, 547
 – Exception, 544-549
 – Jugement insuffisamment motivé, 546
 – Perception ou constatation des faits, 538
 – Présomption de fait ou inférence déduite de faits clairement établis et non contestés, 541
 – Présomption de fait ou inférence déduite de faits contestés, 540
 – Présomption de fait ou inférence déduite de faits perçus ou constatés, 539
 – Reproduction de la preuve pertinente, 549
- Voir aussi Appel ; Droit d'appel*
- Cour suprême du Canada**
 Appel sur les faits, 550
 Jugement de la Cour d'appel
 – Infirmité d'une décision de première instance, 551
 – Maintien d'une décision de première instance, 552
- Courriel**, 1112, 1133, 1143
 Intégrité, 1152
- Coutume**
Voir Droit coutumier ; Droit international privé ; Usage
- Covid-19**, 248, 1109
- Créancier**
 Effet de l'aveu d'un débiteur, 1048
 Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 811
- Crédibilité du témoin**
 Appel, 496
 Capacité du témoin, 611

-
- Causes permettant d'attaquer la crédibilité, 495
- Condamnation antérieure, 615
- Déclaration incompatible, 616-622
- Déclaration écrite ou verbale, 619-621
 - Droit canadien, 619-621
 - Droit civil québécois, 622
 - Forme du contre-interrogatoire en common law, 618
 - Recevabilité, 616
 - Valeur probante, 617
- Expert/expertise, 515
- Notions générales, 610
- Partialité du témoin, 612
- Preuve contraire, 614
- Réputation du témoin, 233, 613
- Crown Immunity***
Voir Immunité de la Couronne
- Crown Privilege***
Voir Privilège de la Couronne
- Curateur**
Voir Représentation
- D –
- Dans le cours des activités d'une entreprise**
- Acte sous seing privé
- Exception à l'obligation de prouver la date à l'égard des tiers, 392
- Écrit non signé relatant un acte juridique, 394, 403, 412-416, 757, 759
- Catégories, 412
 - Conditions, 413
 - Mention libératoire, 416
- Preuve de l'origine de l'écrit, 414
 - Recevabilité, 403
 - Règles spécifiques, 394
 - Valeur probante, 415, 759
- Exception à l'interdiction du oui-dire, 754-759
- Acte juridique, 757
 - *Code civil du Québec*, 756
 - Common law, 754
 - Contrat antérieur à l'écrit, 758
 - Fait matériel, 758
 - Fondement, 755
 - Valeur probante, 759
- Exception à la prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 877-892
- Acte accessoire, 888
 - Acte mixte, 890
 - Acte passé dans le cours des activités d'une entreprise, 886-888
 - Activité économique, 884
 - Activité régulière, 887
 - *Code civil du Québec*, 877
 - Conditions, 881
 - Conséquences sur la liberté de la preuve, 880
 - Contrat entre deux exploitants d'une entreprise, 891
 - Contrat entre une partie civile et une entreprise, 892
 - Entrepreneur, 883
 - Interprétation restrictive, 885, 888
 - Notion d'exploitation d'une entreprise, 882
 - Notion de commerçant, 878
 - Notions générales, 877-881
 - Opération immobilière, 879

- Personne exploitant une entreprise, 882-885
- Preuve contre l'exploitant d'une entreprise, 889-892
- Décision étrangère**
- Acte semi-authentique, 341
- Demande en reconnaissance et exécution, 161
- Voir aussi Droit étranger*
- Décision ministérielle**
- Connaissance judiciaire, 102
- Déclaration compatible d'un témoin**
- Voir Interrogatoire principal*
- Déclaration contraire à l'intérêt de son auteur**
- Exception à l'interdiction du oui-dire, 768-772
 - *Code civil du Québec*, 772
 - Common law, 768
 - Conditions, 770
 - Déclaration favorable et nuisible, 771
 - Fondement, 769
- Déclaration de faux**
- Voir Action ou demande de déclaration de faux*
- Déclaration des parties et des tiers**
- Voir Parties ; Tiers*
- Déclaration extrajudiciaire**, 693-795
- Catégories, 708
- Conduite, 716-719
 - *Code civil du Québec*, 719
 - Conduite destinée à communiquer volontairement un fait, 717
 - Conduite impliquant l'affirmation involontaire d'un fait, 718
 - Notions générales, 716
- Déclaration accompagnant ou expliquant un fait litigieux, 724-733
 - *Code civil du Québec*, 729
 - Common law, 724
 - Critères d'admissibilité, 727
 - Déclaration accompagnant ou expliquant un fait litigieux, 731
 - Déclaration créant, modifiant ou éteignant un droit, 730
 - Déclaration relative à l'état mental d'une personne, 733
 - Déclaration relative à l'état physique d'une personne, 732
 - Droit civil, 728
 - *Res gestae*, 725
 - Valeur probante, 726
- Déclaration contraire à l'intérêt de son auteur, 768-772
 - *Code civil du Québec*, 772
 - Common law, 768
 - Conditions de l'exception à l'interdiction du oui-dire, 770
 - Déclaration favorable et nuisible, 771
 - Fondement de l'exception à l'interdiction du oui-dire, 769
- Déclaration écrite, 709-713, 737-746, 793
 - Déclaration sous serment, 745, 746
 - Écrits concernés par l'article 292 C.p.c., 737-744
 - Fondement, 709
 - Mode de preuve, 793

- Rapport d'enquêteur, 712
- Rapport d'expert/d'expertise, 713
- Règle générale d'exclusion, 710
- Témoignage, 711
- Déclaration spontanée et contemporaine, 762-767
 - Application rigoureuse des critères, 763
 - Application souple des critères, 764
 - Auteur de la déclaration, 766
 - *Code civil du Québec*, 767
 - Common law, 762
 - Déclaration relative à l'état physique d'une personne, 732
 - Définition, 762
 - Importance de la spontanéité, 765
 - Présomption de fiabilité, 729, 731, 752, 753, 767
 - *Res gestae*, 729, 767
 - Victime d'agression sexuelle, 604, 765
- Déclaration verbale ou enregistrée
 - Déclaration technologique, 715, 795
 - Interdiction du oui-dire, 714
 - Mode de preuve, 794, 795
- Exceptions à la règle d'irrecevabilité, 489, 734-795
 - Classification, 736
 - Condition générale de recevabilité, 735
 - Créations législatives et jurisprudentielles, 734
 - Déclaration extrajudiciaire d'une personne qui ne comparait pas comme témoin, 747-788
 - Déclaration extrajudiciaire du témoin, 789-792
 - Déclaration extrajudiciaire écrite et assermentée, 745, 746
 - Déclaration extrajudiciaire écrite visée par l'article 292 C.p.c., 737-744
 - Modes de preuve, 793-795
 - Notions générales, 734-736
- Preuve matérielle, 1093
- Règle d'irrecevabilité, 693-702, 710, 1409
 - Fondement, 700-702
 - Historique, 696-699
 - Inconvénients, 699
 - Source, 693-695
- Règle de la meilleure preuve, 702
- Règles applicables au témoignage technologique, 1131
- Support technologique, 1130, 1142
- Véracité du contenu, 720-723
 - But de la preuve, 720
 - *Code civil du Québec*, 721
 - Déclaration d'intention, 723
 - Distinction entre l'existence et le contenu d'une déclaration extrajudiciaire, 722
- Voir aussi Aveu ; Exceptions à la règle d'irrecevabilité d'une déclaration extrajudiciaire ou du oui-dire ; Oui-dire**
- Déclaration incompatible du témoin**
 - Common law, 616
 - Contre-interrogatoire, 616-622
 - Forme du contre-interrogatoire en common law, 618
 - Déclaration de son propre témoin, 597-601
 - Conditions préalables, 598

- Droit canadien, 600
- Droit civil québécois, 597, 622
- Modes de preuve, 599
- Valeur probante, 601
- Déclaration écrite ou verbale, 619-621
- Droit canadien, 600, 616, 619-621
- Droit québécois, 597, 616, 622
- Interrogatoire préalable à l'instruction, 645
- Recevabilité, 616
- Valeur probante, 617
- Déclaration solennelle**, 561, 582
- Voir aussi* **Déclaration sous serment**
- Déclaration sous serment**
- Acte sous seing privé
 - Contestation, 376, 378
 - Contestation de la signature, 370, 371
- Déclaration extrajudiciaire écrite, 745, 746
- Déclaration spontanée et contemporaine**
- Voir* **Déclaration extrajudiciaire**
- Déconsidération de l'administration de la justice**
- Voir* **Administration de la justice ; Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux**
- Décret**
- Connaissance judiciaire, 102
- Défense**
- Valeur du litige, 841
- Définition**
- Acte authentique, 257, 1135
- Acte authentique public, 265
- Acte juridique, 130, 358, 815
- Acte notarié, 275
- Acte semi-authentique, 338
- Acte sous seing privé, 347
- Autres écrits, 393
- Authenticité, 1156
- Aveu, 1010
- Aveu complexe, 1062
- Aveu extrajudiciaire, 1012
- Aveu judiciaire, 1011
- Aveu qualifié, 1061
- Aveu simple, 1060
- Cause, 991
- Commencement de preuve, 852, 967
- Commerçant, 878
- Déclaration spontanée et contemporaine, 762
- Document, 249, 475, 1112
- Document électronique, 451
- Document technologique, 250, 475, 1112
- Droit objectif, 91
- Droit subjectif, 126
- Écrit instrumentaire, 252
- Écrit non instrumentaire, 253
- Exploitation d'une entreprise, 882
- Fait, 137
- Fait incident, 135
- Fait litigieux, 133
- Fait matériel, 131, 816
- Fait pertinent, 134
- Fardeau de la preuve, 149
- Immunité judiciaire, 1328
- Intégrité, 1146

- Interprétation, 958
Mandat, 1040
Mention libératoire, 408
Métadonnées, 1118
Objet, 659, 996
Opinion, 137
Où-dire, 703-706
Papier domestique, 405
Pertinence, 207-210
Présenter, 659
Présomption, 968
Présomption de fait, 1000
Présomption légale, 970
Preuve judiciaire, 3
Preuve matérielle, 1079
Preuve testimoniale, 483
Privilège, 1201
Privilège de la Couronne, 1226
Procès-verbal de bornage, 274
Question suggestive, 587
Renseignement confidentiel, 1341
Res gestae, 725
Secret professionnel, 1307
Signature, 353
Simulation, 936
Source journalistique, 1304
Support technologique, 1114
Tiers, 389-391, 807, 946
Usage, 107
- Demande de déclaration de faux**
Voir Action ou demande de déclaration de faux
- Demande en constitution préalable de la preuve**
Voir Constitution préalable de la preuve
- Demande reconventionnelle**
Valeur du litige, 842
- Déontologie professionnelle**
Secret professionnel, 1336
- Dérogation conventionnelle aux règles de preuve, 1394-1397**
Common law, 1397
Droit français, 1396
Droit québécois, 1395
Notions générales, 1394
- Déroulement de l'enquête**
Fardeau légal de la preuve, 580
Ordre de l'audition d'un témoin, 581
Ordre de présentation des témoins, 579
Rôle du juge, 41, 561
- Désistement d'une procédure**
Non-rétractation d'un aveu judiciaire, 1055
- Détecteur de mensonge**
Voir Test du polygraphe
- Détermination de la meilleure preuve**
Voir Règle de la meilleure Preuve
- Devoir de discrétion**
Voir Secret professionnel
- Diffamation**
Voir Caractère et réputation
- Directeur de l'état civil**
Acte authentique public, 260
Copie d'un acte authentique, 1167
Mission, 323

Preuve du fait matériel, 818
 Registre de l'état civil, 272
Voir aussi **Officier public**

Directive

Connaissance judiciaire, 102

Divulgateion des documents

Voir **Document en la possession d'un tiers ; Document en la possession d'une partie**

Doctrine

Connaissance judiciaire, 94
 Preuve de la loi étrangère, 117

Document

Définition, 249, 475, 1079
 Équivalence, 251, 1141
 Intégrité, 1146
 Neutralité, 1141
 Sur des supports différents, 1141
Voir aussi **Accès aux documents ; Document ancien ; Document électronique ; Document en la possession d'un tiers ; Document en la possession d'une partie ; Document officiel ; Document préparé en vue d'un litige ; Document public ; Document technologique ; Preuve par écrit ; Production de documents**

Document ancien

Connaissance judiciaire, 144
 Déclaration extrajudiciaire, 785, 786

Document électronique

Notion, 451
 Présomption légale, 451
 Recevabilité, 451

Règle de la meilleure preuve, 433, 451

Reproduction, 451

Document en la possession d'un tiers

Acte sous seing privé (signature), 366

Communication préalable à l'instruction, 654-656

- Conditions d'application, 655
- Dossier médical et hospitalier, 651

– Droit au secret, 650

– Interprétation du terme « écrit » ou « document », 650

– Notions générales, 654

– Pertinence, 650

– Procédure, 656

– Recevabilité de l'écrit, 650

– Règles générales, 648-651

Refus de produire, 458

Document en la possession d'une partie

Acte sous seing privé (signature), 366

Communication préalable à l'instruction, 652, 653

– Conditions, 653

– Droit au secret, 650

– Interprétation du terme « écrit » ou « document », 650

– Notions générales, 652

– Pertinence, 650

– Recevabilité de l'écrit, 650

– Règles générales, 648, 649

Refus de produire, 457

- Document judiciaire**
Règle de la meilleure preuve
– Exceptions, 439, 440
Restriction à la preuve testimoniale, 917
- Document officiel**
Acte authentique public, 268, 269, 271
Règle de la meilleure preuve
– Exceptions, 439
Voir aussi Document public
- Document préparé en vue d'un litige, 1288-1298**
Abrogation du privilège, 1297
Caractère et finalité spécifiques, 1289
Communications d'un tiers à une partie, 1295
Communications transmises par un tiers à un avocat, 1294
Distinction entre le client et le tiers, 1296
Distinction entre le privilège relatif au litige et le secret professionnel, 1288, 1309
Dossier de l'avocat, 1293
Évolution jurisprudentielle, 1297
Fin du privilège, 1298
Information non privilégiée, 1297
Introduction du privilège en droit québécois, 1290
Limites du privilège, 1297-1298
Notions générales, 1288-1290
Perte du privilège, 1298
Portée du privilège, 1291-1296
Renonciation, 1298
Secret professionnel, 1288
- Transmission par erreur ou inadvertance, 1298
Types de documents, 1292
- Document public**
Acte semi-authentique, 339
Déclaration extrajudiciaire, 744, 785, 786
Règle de la meilleure preuve
– Exceptions, 438-440
Voir aussi Document officiel
- Document technologique**
Acte authentique, 1135, 1154
– Intégrité, 1135
– Signature, 1135
Acte juridique constaté par un écrit, 918
Authenticité, 1156-1158
– Absence de présomption, 1157
– Élément matériel, 1158
– Versus intégrité, 1147, 1148
Certification, 446, 1152, 1161
Composantes, 471
Contenu, 1079
Contexte et évolution, 471, 472
Copie, 444, 1160-1161
– Certification, 1161
Déclaration extrajudiciaire enregistrée, 715, 795
Définition, 250, 475, 1112, 1125
Distinction entre l'écrit et l'élément matériel, 471
Distinction avec l'écrit technologique, 476
Document source, 1164
Documentation, 446, 1153, 1157, 1163
Élément matériel, 1125, 1128-1129
– Authenticité, 1158

- Émanant d'une partie et relatant un contrat antérieur, 1142
- Équivalence fonctionnelle, 1090
- Faveur procédurale aux modes technologiques « appropriés », 474
- Information, 1112, 1114, 1119-1122
- Délimitée et structurée, 1120
 - Et support, 1122
 - Intégrité, 1146
 - Intelligible, 1121
 - Structure, 1116
- Intégrité, 1112, 1117, 1146-1155
- Contre-Preuve, 1154
 - Non assurée, 1155
 - Présomption, 1149, 1160
 - Preuve, 1151, 1152, 1153
 - Versus authenticité, 1147, 1148
- Loi applicable, 473, 1110
- Maintien des catégories de moyens de preuve, 478
- Mode de preuve « caméléon », 477, 1125
- Neutralité technologique, 474
- Non-nécessité de réforme du droit de la preuve, 479
- Non signé, 1139, 1140, 1143
- Nouveau document (écrit), 471
- Original, 444, 1164
- Preuve, 447
- Preuve contraire, 1144
- Preuve d'authenticité, 1096, 1104
- Qualification, 471, 475-477, 1113, 1133 1164
- Recevabilité, 1142, 1145
- Réforme du *Code de procédure civile* de 2016, 474
- Règle de la meilleure preuve, 434, 1164
- Relatant un fait matériel, 1138
- Reproduction, 445, 452, 1160-1163
- Signature, 1137
- Support, 475, 1112
- Support « caméléon », 477, 1125
- Transfert, 1162-1163
- Documentation, 1163
- Valeur probante, 1138, 1139, 1140, 1142, 1165, 1166
- Voir aussi* **Support technologique**
- Don manuel**
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 824
- Dossier d'adoption**
- Autorisation légale de consultation, 1379
- Renseignement confidentiel, 1379
- Dossier de l'avocat**
- Voir* **Document préparé en vue d'un litige ; Secret professionnel**
- Dossier fiscal**
- Caractère confidentiel, 1384
- Dossier médical et hospitalier**
- Accès, 1376, 1377, 1380, 1381
- Communication, 650, 651, 661, 663, 665, 667
- Document confidentiel, 651, 663
- Preuve des faits consignés, 695, 756
- Refus d'accès, 664
- Voir aussi* **Examen physique, mental ou psychosocial**
- Droit administratif**
- Jugement ayant autorité de la chose jugée, 982
- Justice naturelle, 55

Preuve et procédure, 54

Rôle du juge, 205

Droit américain

Législations et jurisprudence modernes, 43

Preuve légale et procédure accusatoire et contradictoire, 42

Preuve obtenue par des moyens illégaux, 1175

Protection contre l'auto-incrimination, 1211

Droit anglais

XII^e au XV^e siècle en Angleterre, 27

Communications privilégiées
– Droit supplétif anglais, 1204

Législations et jurisprudence modernes, 43

Période antérieure à 1688, 33

Période postérieure à 1688, 35

Preuve légale et procédure accusatoire et contradictoire, 42

Preuve obtenue par des méthodes illicites ou immorales, 1177

Privilège de la Couronne, 1237-1241

Révolution de 1688, 34

Unicité du droit de la preuve, 32

Voir aussi Common law ; Régime anglais

Droit antérieur

Voir Code civil du Bas Canada

Droit au secret

Voir Communications privilégiées ; Privilège de la Couronne ; Secret professionnel

Droit au silence

Protection contre l'auto-incrimination, 1208

Droit canadien

Aveu d'un employé, 1043

Capacité des témoins, 88

Déclaration extrajudiciaire écrite

– Déclaration sous serment, 746

– Documents publics, bancaires et commerciaux, 744

Déclaration incompatible du témoin, 616, 619-621

– De son propre témoin, 600

Droit administratif, 54, 55

Droit criminel, 51-53

Interrogatoire principal

– Déclaration compatible d'un témoin, 604

Lois postérieures aux codifications, 71

Pertinence, 223

Preuve obtenue par des procédés illicites, 1178

Privilège de la Couronne, 1242-1247

Protection contre l'auto-incrimination, 1211

Règle d'irrecevabilité du ouï-dire

– Exceptions, 744, 746, 787

Règle de la meilleure preuve

– Exceptions, 438, 447-451

– Reproduction des documents, 447-451

Règles d'irrecevabilité, 1401

Secret professionnel, 1319-1322

Sources formelles, 86-90

– Application supplétive du droit provincial dans les matières civiles de compétence fédérale, 90

– Charte canadienne, 87

– *Loi sur la preuve au Canada*, 88

– Lois statutaires, 89

- Notions générales, 86
- Témoignage de l'enfant, 558
- Voir aussi* **Common law ; Droit québécois**
- Droit canonique**, 26, 28
- Droit civil**
 - Appel de plein droit, 537
 - Connaissance judiciaire, 99-110
 - Lois, règlements et décisions administratives, 100-106
 - Usage, 107-110
 - Contre-interrogatoire
 - Crédibilité du témoin, 614
 - Déclaration extrajudiciaire
 - Déclaration concernant la généalogie d'une personne, 784
 - Déclaration d'un testateur concernant son testament, 777
 - Déclaration relative à un droit public ou général, 781
 - Documents anciens et publics, 786
 - Droit étranger, 112
 - Fait similaire, 237
 - Fardeau de la preuve
 - Acte criminel et procès civil, 178
 - Fait grave et exceptionnel, 179
 - Interrogatoire principal
 - Déclaration incompatible de son propre témoin, 597, 622
 - Jugement ayant autorité de la chose jugée, 982
 - Lois postérieures aux codifications, 72
 - Pertinence, 209, 212, 218
 - Preuve matérielle, 1081
 - Preuve par écrit, 248
- Règle d'irrecevabilité du oui-dire, 699
- Règle de la meilleure preuve
 - Évolution en droit civil, 424-427
- Res gestae*, 728
- Test d'ADN, 1102
- Voir aussi* **Droit français ; Droit québécois**
- Droit codifié**
 - Voir* **Codifications**
- Droit commercial**
 - Déclaration extrajudiciaire écrite, 744
 - Droit coutumier anglais, 73
 - Liberté de la preuve, 7, 800, 802
 - Notion de commerçant, 878
 - Preuve par écrit, 248
 - Règles de preuve, 802
 - Voir aussi* **Dans le cours des activités d'une entreprise ; Entreprise**
- Droit comparé**
 - Preuve interprétant un écrit, 960
 - Voir aussi* **Common law ; Droit français ; Droit québécois**
- Droit coutumier**
 - Application à la preuve en matières commerciales, 73
 - Influence du droit romain et canonique, 26
 - Régime français, 58
 - Voir aussi* **Droit international privé ; Usage**
- Droit criminel**
 - Aveu, 1031
 - Convocation des témoins, 627

- Corroboration, 776
 Déclaration spontanée et contemporaine, 766
 Droit au silence, 1208
 Équité du procès, 1198
 Fait similaire, 235
 Limitation des moyens de preuve, 12
 Notions générales, 51
 Pertinence, 223
 Preuve légale et procédure accusatoire et contradictoire, 52
 – Exceptions au régime, 53
 Règle d'irrecevabilité du oui-dire, 696, 698, 699
 – Exception, 787
 Règles de preuve, 82
 Rôle du juge, 627
 Secret professionnel, 1319
Voir aussi **Acte criminel**
- Droit d'accès**
Voir **Accès aux documents**
- Droit d'appel**
 Cas exceptionnel, 537
Voir aussi **Appel ; Cour d'appel**
- Droit étranger**
 Application, 111
 Dans les matières civiles de compétence provinciale, 112
 Preuve, 113
 – Droit applicable, 113.1
Voir aussi **Lois étrangères ; Objet de la preuve**
- Droit familial**
 Absence d'identité d'objet, 998
 Convocation des témoins, 627
 Déclaration sous serment, 745
- Discrétion judiciaire, 542
 Rôle du juge, 50, 197, 203, 625, 627
- Droit fiscal**
 Communication de renseignements fiscaux, 1384
 Connaissance judiciaire, 94-98
 Fouille, perquisition et saisie, 1385
 Renseignement confidentiel, 1384
Voir aussi **Dossier fiscal ; Renseignement fiscal**
- Droit français**
 Acte sous seing privé
 – Formalisme, 349
 – Preuve de la date à l'égard des tiers, 385, 387, 388, 391
- Aveu
 – Pouvoir de faire l'aveu, 1037
- Dérogation conventionnelle aux règles de preuve, 1396
- Droit civil, 41
 Droit pénal, 30, 40
 Droit privé, 31
- Impossibilité relative ou morale de se ménager une preuve écrite, 847
- Irrecevabilité de l'opinion du témoin ordinaire, 485
- Notions générales, 29, 39
- Pertinence, 212
- Preuve par écrit, 248
- Preuve testimoniale contredisant un écrit, 935
 – Convention antérieure ou concomitante, 931
 – Preuve complétant un écrit, 927
 – Preuve contraire au contenu explicite, 921
 – Preuve d'un contractant contre un tiers, 908

- Preuve de l'invalidité d'un acte juridique, 951
- Preuve interprétant un écrit, 960, 961
- Simulation et contrat distinct, 935, 949
- Preuve testimoniale de l'acte juridique
 - Prohibition, 800, 801
- Secret professionnel, 1313, 1314
- Valeur probante, 223
- Voir aussi Droit civil*

- Droit international coutumier**, 110

- Droit international privé**
 - Communications privilégiées, 1205
 - Droit coutumier
 - Connaissance judiciaire, 106

- Droit interne**
 - Voir Connaissance judiciaire ;*
 - Objet de la preuve**

- Droit médiéval**, 25-28
 - XII^e au XV^e siècle en Angleterre, 27
 - Bas Moyen-Âge (XII^e au XV^e siècle), 26
 - Fin du Moyen-Âge, 28
 - Haut Moyen-Âge (VI^e au XII^e siècle), 25
 - Preuve testimoniale, 798

- Droit naturel**, 5, 798

- Droit objectif**
 - Définition, 92
 - Droit subjectif, 125, 126, 991
 - Fait litigieux, 133
 - Identité de cause, 991

- Objet de l'aveu, 122
- Objet de l'obligation de convaincre, 153

- Droit pénal**
 - Déclaration spontanée et contemporaine, 763
 - Droit français, 30, 40
 - Jugement ayant autorité de la chose jugée
 - Exclusion, 982
 - Règle de la meilleure preuve
 - Exceptions, 439
 - Règles d'irrecevabilité, 1409
 - Test d'ADN, 1102

- Droit privé**
 - Droit français, 31
 - Mixité du droit québécois, 45
 - Preuve légale et procédure accusatoire et contradictoire, 47
 - Exceptions au régime, 48-50
 - Preuve légale, 46
 - Procédure accusatoire et contradictoire, 47
 - Secret professionnel, 1322

- Droit public**
 - Déclaration relative à un droit public ou général
 - Autorisation du tribunal, 781
 - Common law, 778
 - Conditions de recevabilité, 780
 - Critères de nécessité et de fiabilité, 779
 - Droit civil, 781
 - Droit public ou général, 778
 - Exception à l'interdiction du ouï-dire, 778-781

- Secret professionnel, 1321
Voir aussi **Personne morale de droit public**
- Droit québécois**
- Acte sous seing privé
- Absence de formalisme, 349
 - Preuve de la date à l'égard des tiers, 386, 390, 392
- Aveu
- Employé, 1044
 - Pouvoir de faire l'aveu, 1036
- Commencement de preuve, 850
- Communication faite dans le but de régler un litige, 1282
- Communications privilégiées
- Introduction de privilèges de common law en droit québécois, 1203
- Connaissance judiciaire, 99-110
- Lois, règlements et décisions administratives, 100-106
 - Usage, 107-110
- Contre-interrogatoire
- Condamnation antérieure, 615
 - Crédibilité du témoin, 614, 615
- Crédibilité du témoin
- Preuve contraire, 614
- Déclaration extrajudiciaire
- Déclaration contraire à l'intérêt de son auteur, 772
 - Déclaration d'un enfant victime d'abus sexuel, 775
 - Déclaration sous serment, 745
 - Déclaration spontanée et contemporaine, 767
 - Écrits concernés par l'article 292 C.p.c., 737-743
 - Personne qui comparaît comme témoin, 789
- Déclaration incompatible du témoin, 597, 616, 622
- Dérogação conventionnelle aux règles de preuve, 1395
- Document préparé en vue d'un litige, 1290
- Droit administratif, 54, 55
- Droit étranger, 112
- Droit privé, 45-50
- Fait similaire
- Preuve indirecte du fait principal, 240
- Immunité de la Couronne, 1234
- Impossibilité de produire une preuve écrite, 849
- Impossibilité relative ou morale de se ménager une preuve écrite, 846
- Interrogatoire préalable à l'instruction, 632
- Interrogatoire principal
- Déclaration incompatible de son propre témoin, 597, 622
- Lois postérieures aux codifications, 72
- Mixité, 45, 927, 935
- Preuve testimoniale contredisant un écrit
- Admissibilité du témoignage, 964
 - Document judiciaire, 917
 - Preuve complétant un écrit, 927
 - Preuve contraire au contenu explicite, 921
 - Preuve de l'invalidité d'un acte juridique, 951
 - Preuve interprétant un écrit, 960, 963
 - Simulation et contrat distinct, 935
- Privilège de la Couronne, 1260

- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 804
- Présomption, 825
 - Règle applicable à l'acte juridique, 814
- Protection contre l'auto-incrimination, 1210
- Règle d'irrecevabilité du oui-dire
- Définition du oui-dire, 706
 - Exceptions, 737-743, 745, 749, 756, 767, 772, 775, 788, 789
 - Fondement, 701
 - Irrecevabilité de l'opinion du témoin ordinaire, 492
 - Source, 694
- Règle de la meilleure preuve
- Exceptions, 440-448
 - Reproduction des documents, 441-448
- Règles d'irrecevabilité, 1401
- Res ipsa loquitur*, 1008
- Secret professionnel, 1323-1330
- Décès de l'auteur de la confiance, 1391
- Sources des obligations, 814
- Sources formelles, 76-85
- Charte canadienne, 77, 78
 - Charte québécoise, 79, 80
 - Droit transitoire, 76
 - Lois statutaires, 85
 - Règles de pratique, 83, 84
 - Règles de preuve contenues dans le *Code civil du Québec*, 81, 82
 - Règles de preuve contenues dans le *Code de procédure civile*, 83, 84
- Valeur probante, 218
- Voir aussi* **Droit civil**
- Droit romain**
- IV^e et V^e siècles après Jésus-Christ, 24
- Ancien droit, 21
- Évolution, 22
- Période classique, 23
- Droit supplétif**
- Communications privilégiées, 1204
- Interrogatoire préalable à l'instruction, 634
- Période postérieure aux codifications, 73-75
- Privilège de la Couronne, 1229, 1263
- Droits de la personne**
- Voir* **Droits fondamentaux**
- Droits fondamentaux**
- Fait similaire, 236
- Règles d'irrecevabilité, 1401
- Voir aussi* **Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux**
- E –
- Écosse**
- Preuve obtenue par des moyens illégaux ou immoraux, 1176
- Écrit**
- Sur des supports différents, 1141
- Voir aussi* **Document ; Interrogatoire écrit ; Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique ; Preuve par écrit**
- Écrit non instrumentaire technologique**, 1130

Écrit technologique, 1132-1145

Voir aussi **Document technologique**

Élément matériel de preuve

Voir **Preuve matérielle**

Employé

Aveu, 1043, 1044

Commencement de preuve, 86

Devoir de discrétion, 1339

Empreintes digitales

Valeur probante, 1108

Enfant

Voir **Protection de la jeunesse ;
Témoignage de l'enfant**

Enquête

Obligation de produire les éléments de preuve, 187-190

Voir aussi **Clôture de l'enquête ;
Déroulement de l'enquête**

Enregistrement

Audio, 1125, 1129, 1137

Bande magnétique, 828, 900, 1113

Interrogatoire préalable à l'instruction, 647

Preuve d'authenticité, 1100

Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux, 1100

Règle de la meilleure preuve, 433

Spectrogramme ou vocogramme, 1100

Valeur probante, 1108

Voir aussi **Communications privilégiées ; Preuve matérielle**

Entente verbale, 920, 948

Entreprise

Écrit, 405

Notion de commercialité, 7

Voir aussi **Dans le cours des activités d'une entreprise**

Épreuve photographique

Voir **Photographie**

Équité du procès

Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux, 1198

Équivalence des documents, 251

Équivalence fonctionnelle, 1123

Erreur

Fait similaire, 241

Voir aussi **Erreur de droit ;
Erreur de fait**

Erreur de droit

Aveu judiciaire

– Irrévocabilité de l'aveu pour cause d'erreur de droit, 1052

Erreur de fait

Aveu judiciaire

– Rétractation ou modification d'une procédure, 1054

– Révocabilité de l'aveu pour cause d'erreur de fait, 1053

État des personnes

Règles d'irrecevabilité, 1404

État physique et mental

Déclaration extrajudiciaire, 732, 733

Voir aussi **Examen physique, mental ou psychosocial**

États-Unis

Voir **Droit américain**

Évolution sociale

Preuve par écrit, 247

Ex-Union soviétique

Idéologie marxiste et totalitarisme,
37

Preuve libre et procédure inquisi-
toire, 38

Examen médical

Voir **Examen physique, mental
ou psychosocial**

**Examen physique, mental ou
psychosocial, 660-668**

Conditions, 664

Confidentialité, 663

Deuxième examen, 662

Discretion judiciaire, 666

Interprétation restrictive, 667

Notions générales, 660

Premier examen, 661

Principe de proportionnalité, 661,
665

Témoignage du médecin, 668

Utilisation, 665

Examen préalable à l'instruction

Voir **Interrogatoire préalable à
l'instruction**

**Exceptions à l'interdiction d'une
déclaration extrajudiciaire ou
du oui-dire**

Voir **Exceptions à la règle d'irre-
cevabilité d'une déclaration
extrajudiciaire ou du oui-dire**

**Exceptions à la procédure
normale de l'administration de
la preuve testimoniale, 629-795**

Déclaration extrajudiciaire, *v.*

Déclaration extrajudiciaire

Notions générales, 629

Oui-dire, *v.* **Oui-dire**

Témoignage hors de cour, 630-692

– Communication de documents,
648-656

– Examen physique, mental ou
psychosocial, 660-668

– Interrogatoire hors la présence
du tribunal, 631-647, 669-692

– Preuve matérielle, 648, 649,
657-659

– Règles générales, 630

**Exceptions à la prohibition de
contredire ou de changer par
témoignage un acte juridique
constaté par un écrit, 920,
950-967**

Commencement de preuve, 920, 966,
967

– Modification du droit antérieur,
966

– Notion, 967

Notions générales, 950

Preuve interprétant un écrit,
958-965

– Admissibilité du témoignage,
964

– Critères, 959

– Droit comparé, 960-963

– Notion d'interprétation, 958

– Rejet du témoignage, 965

Validité de l'acte juridique, 951-957

– Absence ou illégalité de la
cause, 957

– Conditions, 951

- Consentement, 953
- Erreur matérielle ou d'écriture, 954
- Incapacité, 952
- Objet, 956
- Suffisance de la preuve, 955

Exceptions à la prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 829-892, 942

Acte juridique passé dans le cours des activités d'une entreprise, 877-892

- Acte accessoire, 888
- Acte mixte, 890
- Acte passé dans le cours des activités d'une entreprise, 886-888
- Activité économique, 884
- Activité organisée, 885
- Activité régulière, 887
- *Code civil du Québec*, 877
- Conditions, 881
- Conséquences sur la liberté de la preuve, 880
- Contrat entre deux exploitants d'une entreprise, 891
- Contrat entre une partie civile et une entreprise, 892
- Définition de l'exploitation d'une entreprise, 882
- Entrepreneur, 883
- Interprétation restrictive, 885, 888
- Notion de commerçant, 878
- Notions générales, 877-881
- Opération immobilière, 879
- Personne exploitant une entreprise, 882-885
- Preuve contre l'exploitant d'une entreprise, 889-892

Commencement de preuve, 850-876

- Aveu, 856-859
- *Code civil du Québec*, 850
- Conditions, 851
- Définition, 852
- Écrit, 853-855
- Existence, 852-865
- Notions générales, 850, 851
- Preuve matérielle, 864, 865
- Preuve testimoniale, 860-863
- Provenance, 866-871
- Vraisemblance, 872-876

Impossibilité de produire une preuve écrite, 848, 849

Impossibilité de se ménager une preuve écrite, 843-847

- Impossibilité absolue ou physique, 844
- Impossibilité relative ou morale, 845-847
- Notions générales, 843

Notions générales, 829

Preuve secondaire, 455

Valeur du litige, 830-842

- Cautionnement, 837
- Corps certain et déterminé, 834
- Critique, 831
- Défense, 841
- Demande reconventionnelle, 842
- Divisibilité et solidarité, 836
- Exécution partielle, 835
- Intérêts et clause pénale, 833
- Interprétation, 832
- Jonction des parties, 840
- Notions générales, 830
- Paiement, 838
- Réunion de causes d'action, 839

- Exceptions à la règle d'irrecevabilité d'une déclaration extrajudiciaire ou du oui-dire**, 489, 734-795
- Classification, 736
- Condition générale de recevabilité, 735
- Créations législatives et jurisprudentielles, 734
- Déclaration extrajudiciaire d'une personne qui ne comparait pas comme témoin, 747-788
- Autorisation du tribunal, 750
 - Autres déclarations extrajudiciaires fiables, 787, 788
 - *Code civil du Québec*, 749, 788
 - Common law, 747
 - Critères, 748
 - Déclaration concernant la généalogie d'une personne, 782-784
 - Déclaration contraire à l'intérêt de son auteur, 768-772
 - Déclaration d'un enfant victime d'abus sexuel, 773-776
 - Déclaration d'un testateur concernant son testament, 777
 - Déclaration relative à un droit public ou général, 778-781
 - Déclaration spontanée et contemporaine, 762-767
 - Documents anciens et publics, 785, 786
 - Documents établis dans le cours des activités d'une entreprise, 754-759
 - Documents insérés dans un registre dont la tenue est exigée par la loi, 760, 761
 - Droit canadien, 787
 - Fiabilité, 752
 - Nécessité ou déraisonnabilité, 751
 - Notions générales, 747-753
 - Présomption de fiabilité, 753
- Déclaration extrajudiciaire du témoin, 789-792
- *Code civil du Québec*, 789
 - Déclaration compatible, 790
 - Déclaration incompatible, 791
 - Discretion judiciaire, 789
 - Fiabilité, 789
 - Valeur probante, 792
- Déclaration extrajudiciaire écrite et assermentée, 745, 746
- Déclaration extrajudiciaire écrite visée par l'article 292 C.p.c., 737-744
- But de l'exception, 738
 - Communication, 740
 - Délai de transmission, 740
 - Documents publics, bancaires et commerciaux, 744
 - Documents visés, 737
 - Droit canadien, 744
 - Faits déclarés, 742
 - Faits secondaires au litige, 737
 - Interprétation restrictive, 741
 - Notification, 739
 - Régime de protection des majeurs, 743
- Modes de preuve, 793-795
- Déclaration écrite, 793
 - Déclaration enregistrée, 795
 - Déclaration verbale, 794
- Notions générales, 734-736
- Exceptions à la règle de l'indivisibilité de l'aveu**
- Voir Aveu*

Exceptions à la règle de la meilleure preuve, 437-464

Admission et renonciation, 462-464

- Admission ou renonciation expresse, 463
- Admission ou renonciation tacite, 464
- Notions générales, 462

Application, 437

Document électronique, 437

Document public, authentique ou semi-authentique, 438-440

- Droit canadien, 440
- Droit québécois, 439
- Notions générales, 437

Impossibilité de produire l'original, 452-461

- Document à l'étranger, 461
- Document en la possession d'une partie ou d'un tiers (refus de produire), 456-458
- Document volumineux, 460
- États financiers, 460
- Fardeau de la preuve, 453
- Impossibilité matérielle et inconvénients, 459-461
- Inscription sur des objets, 459
- Notions générales, 452
- Perte de l'écrit, 454, 455
- Suffisance de la preuve, 453

Notions générales, 437

Reproduction des documents, 441-451

- Absence de limitations, 442
- Certification et documentation, 446
- *Code civil du Québec*, 441
- Condition de recevabilité, 443
- Document technologique, 441, 445-447

– Document électronique, 451

– Droit canadien, 449-451

– Droit québécois, 441-448

– Modes de reproduction, 441

– Photographie d'un document, 449, 450

– Subsistance de l'original, 448

Exclusion de la preuve*Voir* **Communications privilégiées ; Déclaration extrajudiciaire ; Oï-dire ; Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux****Exclusion des témoins***Voir* **Convocation des témoins****Exécution du jugement***Voir* **Jugement****Exécution fautive**

Fardeau de la preuve, 160

Expert/expertise, 497-536

Aspects procéduraux, 500

Conciliation d'opinions contradictoires, 507

Conditions générales d'admissibilité, 498-510

- Critères applicables, 503

Confidentialité des échanges, 1355

Crédibilité du témoin, 515

Définition de l'expert, 498

Devoirs de l'expert, 509

Divergence d'opinions, 509, 529, 530

Exclusion des témoins, 576

-
- Expert nommé par le tribunal, 531-536
- Comparaison avec le témoin expert, 532
 - Indépendance des parties, 536
 - Nomination par le tribunal, 531
 - Observation des règles d'enquête, 534
 - Pouvoir de faire enquête, 533
 - Pouvoir de recueillir une preuve hors de cour, 533
 - Rapport, 535
 - Rôle, 536
 - Valeur probante, 536
- Expertise commune, 499, 500, 502, 506, 560, 532, 665
- Historique des réformes québécoises, 497
- Impartialité, objectivité, indépendance et rigueur, 506
- Jurisprudence, 510
- Lettres d'instruction, 1355
- Nécessité, 504
- Nombre d'expertises, 501
- Objet de la preuve, 511-515
- Opinion fondée sur la preuve, 512
- Ouï-dire, 517
- Présentation simultanée (« *hot tubbing* »), 552
- Preuve de la loi étrangère, 119, 120
- Qualification du témoin expert, 505
- Question de droit, 515
- Question factuelle finale, 514
- Question hypothétique, 513
- Recevabilité de la preuve, 516-526
- Production du rapport d'expert/d'expertise, 518-526
 - Règles générales, 516, 517
- Rôle de gestion du tribunal quant à l'objet et à la pertinence d'une expertise, 502
- Rôle de l'expert, 498, 529
- Rôle des avocats, 508
- Sanctions en cas de manquement, 509
- Secret professionnel, 1355
- Test du polygraphe, 789, 1101
- Valeur probante, 527-530
- Appel, 530
 - Critères, 528
 - Devoir du tribunal, 527
 - Préférence du tribunal, 529
- Voir aussi Examen physique, mental ou psychosocial ; Rapport d'expert/d'expertise*
- Exploitant/exploitation d'une entreprise**
- Voir Dans le cours des activités d'une entreprise ; Entreprise*
- F –
- Facebook**, 452, 1109, 1111, 1133, 1146
- Facteurs d'évolution des règles de preuve**
- Facteur économique, 7
- Facteur moral, 5
- Facteur politique, 8
- Facteur social, 6
- Facteur technologique, 9
- Fait**
- Définition, 137

- Distinction entre le fait et l'opinion, 137
- Importance, 138
- Voir aussi* **Connaissance personnelle des faits ; Erreur de fait ; Fait grave et exceptionnel ; Fait incident ; Fait litigieux ; Fait matériel ; Fait négatif ; Fait positif ; Fait similaire**
- Fait collatéral**
Voir **Fait incident**
- Fait en litige**
Voir **Fait litigieux**
- Fait généalogique**
Voir **Généalogie d'une personne**
- Fait grave et exceptionnel**
Fardeau de la preuve, 179
- Fait incident**, 135, 136, 768
- Fait litigieux**
Déclaration extrajudiciaire accompagnant ou expliquant un fait litigieux, 707, 724-733, 761
Notion, 133
Voir aussi **Res gestae**
- Fait matériel**
Aveu, 1013, 1034
Définition, 130, 816
Distinction entre l'acte juridique et le fait matériel, 127-132, 397, 817
- Caractéristique fondamentale, 132
 - Classifications doctrinales, 128
 - Définitions, 130, 131
 - Importance de la distinction, 127
- Termes « acte juridique » et « fait » dans le *Code civil du Québec*, 129
- Écrit relatant un fait matériel, 397-402
- Écrit technologique, 1138
 - Exceptions à la règle générale de l'irrecevabilité de la preuve, 399
 - Fait matériel et acte juridique, 397
 - Recevabilité, 401
 - Règle d'irrecevabilité, 398
 - *Res gestae*, 400
 - Valeur probante, 402
- Preuve, 818
- Fait négatif**
Fardeau de la preuve, 171
- Fait pertinent**
Voir **Pertinent**
- Fait positif**
Fardeau de la preuve, 171
- Fait similaire**, 224, 225, 234-241
Conspiration, plan et système, 238
Critères de recevabilité, 234
Droit civil, 237
Droit criminel, 235
Droits de la personne, 236
Fait subjectif, 241
Fraude, 238, 241
Inexistence, 224
Preuve indirecte du fait principal
- Common law, 239
 - Droit civil québécois, 240
- Protection de la jeunesse, 236

-
- Fardeau de la preuve**
Acte criminel et procès civil, 175-178
Acte sous seing privé
– Signature, 359, 373
Caractéristique, 152
Corroboration, 172-174
– Droit québécois, 174
– Notion, 172
– Suffisance d’un témoin, 173
Degré, 168-181
Déplacement, 188
Dispositions légales, 155
Distinction entre les fardeaux primaire et secondaire, 189
Fait grave et exceptionnel, 179
Fait positif et négatif, 171
Fardeau légal, 580
Fondement, 151
Importance relative, 183
Impossibilité de produire l’original, 453
Notions générales, 148
Objet, 153-167
Outrage au tribunal, 180, 181
Passivité du juge, 191-206
– Atteinte, 194-206
– Avantages, 192
– Inconvénients, 193
– Principe, 191
Prépondérance de la preuve, 168, 169
– Appréciation, 169
– Règle, 168
Présomption de la conservation d’un droit, 166, 167
– Notions générales, 166
– Prescription, 167
Présomption de la normalité, 157-165
– Applications jurisprudentielles, 161
– Capacité de contracter ou de tester, 158
– Capacité de travailler, 159
– Compétence des tribunaux, 162
– Connaissance particulière des faits, 165
– Inexécution et exécution fautive, 160
– Lien de causalité, 164
– Notions générales, 157
– Présomption de fait, 163
Présomption légale, 156
Preuve directe et indirecte, 170
Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux, 1185
Preuve secondaire, 429, 453
Production des éléments de preuve, 184-190
– Distinction entre les fardeaux primaire et secondaire, 189
– Enquête, 187-190
– Fardeau secondaire de la Preuve, 184
– Limites à la liberté des plaideurs, 190
– Procédure écrite, 185, 186
Règle de la meilleure preuve, 429
Répartition entre les plaideurs, 153, 154
– Critères, 154
– Droit objectif, 153
Res ipsa loquitur, 1008
Rôle des parties, 149-190
Rôle du juge, 191-206
Sanction, 182, 183

Sens, 149

Source, 150

Faux

Voir **Action ou demande de déclaration de faux**

Fichier électronique

Recevabilité, 1138

Fonctionnement de l'État

Connaissance judiciaire, 141

Force probante

Voir **Valeur probante**

Fouille, perquisition et saisie

Droit fiscal, 1385

Secret professionnel, 1383

Frais de transport, de repas et d'hébergement, 562, 568, 661

France

Voir **Droit français**

Fraude

Aveu, 1031

Fait similaire, 238, 241

– G –

Garantie contre l'auto-incrimination

Voir **Protection contre l'auto-incrimination**

Généalogie d'une personne

Déclaration extrajudiciaire concernant la généalogie d'une personne, 782-784

– *Ante litem motam*, 783

– Common law, 782

– Droit civil, 784

– Preuve du mariage et de la filiation, 784

Géographie

Connaissance judiciaire, 141

Gouvernement

Document officiel, 269

Voir aussi **Privilège de la Couronne**

Grèce antique

Voir **Antiquité**

Greffier

Acte authentique public, 260

Voir aussi **Officier public**

– H –

Handicap

Voir **Infirmité**

Harcèlement sexuel

Vague de dénonciations, 238

Héritier

Valeur probante à l'égard des héritiers

– Acte sous seing privé, 299, 359-378

Voir aussi **Ayant cause universel ou à titre universel**

Historique de la règle d'irrecevabilité du ouï-dire, 696-699

XII^e au XVI^e siècle, 696

XVI^e siècle, 697

XVII^e au XIX^e siècle, 698

Évolution moderne, 699

- Historique des règles de preuve,**
19-35
XVI^e au XIX^e siècle, 29-35
– Droit anglais, 32-35
– Droit français, 29-31
Antiquité, 19, 20
Droit médiéval, 25-28
Droit romain, 21-24
- Hors de cour**
Expert nommé par le tribunal
– Pouvoir de recueillir une preuve hors de cour, 533
Voir aussi **Témoignage hors de cour**
- Huis clos,** 577, 1267
- Huissier**
Capacité, 555
Voir aussi **Procès-verbal d'un huissier**
- Hypnose**
Preuve d'authenticité, 1101
- I –
- Identité de l'informateur de police**
Voir **Privilège de l'informateur de police**
- Idéologie marxiste,** 37
- Immunité contre l'auto-incrimination**
Voir **Protection contre l'auto-incrimination**
- Immunité de la Couronne**
Voir **Privilège de la Couronne**
- Immunité judiciaire**
Secret professionnel, 1328, 1330, 1368
- Impossibilité de produire une preuve écrite**
Exception à la prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 848, 849
- Impossibilité de se ménager une preuve écrite**
Exception à la prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 843-847
- Incapacité de contracter ou de tester**
Fardeau de la preuve, 158
- Incapacité de travailler**
Fardeau de la preuve, 159
- Incapacité physique ou mentale,** 554
Voir aussi **Infirmité**
- Indemnité pour les témoins,** 562, 568, 661
- Indivisibilité de l'aveu**
Voir **Aveu**
- Inexécution**
Fardeau de la preuve, 160
- Infirmité**
Absence des témoins, 569
Voir aussi **Incapacité physique ou mentale**
- Informateur de police**
Voir **Privilège de l'informateur de police**

Informatique

Facteur social, 6

Facteur technologique, 9

Preuve, 248, 401

Type de preuve, 9

Voir aussi **Document technologique ; Technologies de l'information****Inhabilité d'un conjoint à témoigner***Voir* **Communication entre conjoints****Inscription de faux***Voir* **Action ou demande de déclaration de faux****Inscription sur des objets**

Règle de la meilleure preuve, 433, 459

Interdiction de la preuve testimoniale de l'acte juridique*Voir* **Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique****Interdiction du ouï-dire***Voir* **Ouï-dire****Intérêt de son auteur***Voir* **Déclaration contraire à l'intérêt de son auteur****Intérêt des enfants***Voir* **Protection de la jeunesse****Intérêt privé**

Chose jugée, 980

Règles d'irrecevabilité, 1406-1411

Intérêt public

Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux, 1193

Protection des renseignements d'intérêt public, 1168

Intérêts

Valeur du litige, 833

Internet, 470, 1109, 1110, 1111*Voir aussi* **Document technologique ; Informatique ; Technologies de l'information****Interprète**

Interrogatoire principal, 582

Interrogatoire

Acte sous seing privé

– Contestation de la signature, 372

Fardeau de la preuve, 187

Interrogatoire au préalable à l'instruction*Voir* **Interrogatoire préalable à l'instruction****Interrogatoire écrit**, 673-678

Défaut de comparaître ou de répondre, 678

Notions générales, 673

Ouï-dire, 676

Questions, 675

Réponses, 677

Utilité, 674

Interrogatoire hors de cour*Voir* **Interrogatoire hors la présence du tribunal**

-
- Interrogatoire hors la présence du tribunal**, 631-647, 669-692
- Commission rogatoire, 679-684
- Admission et objection de la preuve, 683
 - Décision, 681
 - Interrogatoires et rapports, 684
 - Procédure, 680
 - Représentation des parties, 682
 - Utilité, 679
- Constitution préalable de la preuve, 685-692
- But et conditions, 687
 - Disposition applicable, 686
 - Examen d'un immeuble voisin, 689
 - Exécution du jugement, 691
 - Instance déjà introduite, 692
 - Justification, 685
 - Procédure, 690
 - Utilisation, 688
- Fardeau légal de la preuve, 580
- Interrogatoire des témoins hors la présence du tribunal, 669-672
- Défaut de comparaître du défendeur, 670
 - Moyen technologique, 672
 - Notions générales, 669
 - Procédure exceptionnelle, 671
- Interrogatoire écrit, 673-678
- Défaut de comparaître ou de répondre, 678
 - Notions générales, 673
 - Oui-dire, 676
 - Questions, 675
 - Réponses, 677
 - Utilité, 674
- Interrogatoire préalable à l'instruction, 631-647
- But et utilité, 635, 636
 - Personnes pouvant interroger ou être interrogées, 637-639
 - Portée, 640-647
 - Source, 631-634
- Interrogatoire préalable à l'instruction**, 631-647
- Abusif, vexatoire ou inutile, 642
- But et utilité, 635, 636
- Common law, 631
- Déclaration incompatible du témoin, 645
- Devoir de coopération et d'information des parties, 636
- Droit supplétif, 634
- Enregistrement, 647
- Évolution du droit québécois, 632
- Faits pertinents se rapportant au litige, 640
- Forme des questions, 644
- Identité des témoins, 643
- Interdiction d'attaquer la crédibilité du témoin, 645
- Objection à la preuve, 641
- Personnes pouvant interroger ou être interrogées, 637-639
- Action collective, 638
 - Administrateur du bien d'autrui, 637
 - Connaissance personnelle des faits, 638
 - Enquêteur, 638
 - Énumération (art. 221 C.p.c.), 637
 - Expert, 638
 - Mineur ou majeur inapte, 637, 638

- Principes généraux d'interprétation, 638
- Représentant, agent ou employé, 637, 638
- Toute autre personne, 637, 639
- Pertinence, 640, 641
- Portée, 640-647
- Principe de coopération, 636
- Production de la déposition, 646
- Réforme du *Code de procédure civile* de 2016, 633
- Somme d'argent, 642
- Source, 631-634
- Valeur du bien, 642
- Interrogatoire principal**, 582-604
- Aide-mémoire, *v.* Rafraîchissement de la mémoire d'un témoin
- Déclaration compatible d'un témoin, 602-604
 - *Code civil du Québec*, 602
 - Exceptions au Canada, 604
 - Fondement de l'irrecevabilité de cette preuve, 603
- Déclaration incompatible de son propre témoin, 597-632
 - Conditions préalables, 598
 - Droit canadien, 600
 - Droit québécois, 597
 - Modes de preuve, 599
 - Valeur probante, 601
- Faits préliminaires, 583
- Identification et déclaration solennelle du témoin, 582
- Interdiction d'attaquer la crédibilité de son témoin, 584
- Objet, 583
- Opinion ou propos d'un tiers, 583
- Question suggestive, 585-589
 - Définition, 587
 - Exceptions, 589
 - Fondement, 586
 - Illustrations, 588
 - Interdiction, 585
- Rafrâichissement de la mémoire d'un témoin, 590-626
 - À l'enquête, 593
 - Application de la common law, 590
 - Avant l'enquête, 592
 - Finalité du document, 595
 - Fondement, 591
 - Question suggestive, 589
 - Utilisation d'un document ou d'un objet, 594
 - Valeur probante du document, 596
- Règles générales, 582-584
- Services d'un interprète, 582
- Intervention du juge**
- Voir* **Rôle du juge**
- Irlande**
- Preuve obtenue par des moyens illégaux ou immoraux, 1176
- Irrecevabilité**
- Écrit relatant un fait matériel, 398
 - Exceptions à la règle, 399
- Interrogatoire principal
 - Déclaration compatible d'un témoin, 603
- Objectifs, 1172
- Opinion du témoin ordinaire, 484-493
 - XIX^e siècle, 487
 - Common law, 486
 - Conclusion, 493
 - Droit français, 485

- Droit québécois, 492
- Évolution moderne, 490
- Exceptions à la règle d'irrecevabilité, 489
- Fondement, 484
- Inconvénients, 488
- Ouï-dire, 484
- Question factuelle finale, 491

Pertinence, 211

Preuve contraire, 1051

Preuve matérielle, 1088-1095

Règles d'irrecevabilité, 398, 1172, 1400-1411

- Administration de la justice, 1401-1405
- *Code civil du Québec*, 1407
- Communications privilégiées, 1410
- Contestation d'un acte authentique, 1405
- Déclaration extrajudiciaire, 1409
- Droit canadien, 1401
- Droit pénal, 1409
- Droit québécois, 1401
- Droits fondamentaux, 1401
- État des personnes, 1404
- Intérêt privé, 1406-1411
- Notions générales, 1400
- Ordre public, 1401-1405
- Ouï-dire, 1409
- Pertinence, 1402
- Présomption légale, 1408
- Privilège de la Couronne, 1403
- Règles d'administration de la preuve, 1411
- Secret professionnel, 1401, 1410

Voir aussi **Déclaration extrajudiciaire ; Ouï-dire ; Preuve**

obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux

– J –

Jonction des parties, 840

Journaliste

Privilège des sources, 1304-1306, 1279, 1280

– Législation fédérale, 1305

– Législation provinciale, 1306

Juge

Voir **Rôle du juge**

Jugement

Acte authentique, 323

Action ou demande de déclaration de faux, 323

Exécution du jugement

– Constitution préalable de la preuve, 691

Objection à la preuve, 1420, 1421

Preuve de la loi étrangère, 116

Restriction à la preuve testimoniale, 917

Voir aussi **Chose jugée ; Document judiciaire ; Rétractation de jugement**

Juridiction des tribunaux

Voir **Compétence des tribunaux**

Jurisprudence

Preuve de la loi étrangère, 117

Justice morale, 24

Justice naturelle, 55, 205

- L -

Langue

Acte notarié, 285

Acte sous seing privé, 351

Légataire à titre particulier*Voir* **Ayant cause à titre particulier****Légataire à titre universel***Voir* **Ayant cause universel ou à titre universel****Légataire universel***Voir* **Ayant cause universel ou à titre universel****Législation***Voir* **Lois****Liberté contractuelle**, 11, 13, 819**Libertés fondamentales***Voir* **Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux****Limitation à la preuve testimoniale***Voir* **Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique ; Prohibition de la Preuve testimoniale de l'acte juridique****Litige***Voir* **Communication faite dans le but de régler un litige ; Document préparé en vue d'un litige ; Valeur du litige****Litispendance**

Distinction entre chose jugée et litispendance, 979

Identité d'objet, 999

Loi

Communications privilégiées, 1300, 1301

Connaissance judiciaire

- Droit canadien, 94

- Droit civil québécois, 100

Copie, 256

Copie technologique, 1134

Période postérieure aux codifications

- Droit canadien, 71

- Droit civil québécois, 72

Protection contre

l'auto-incrimination, 1215-1220

Secret professionnel, 1335

Voir aussi **Lois étrangères ; Modification législative ; Sources****Lois étrangères**

Modes de preuve, 115-124

- Aveu, 122-124

- Preuve par écrit, 115-118

- Preuve testimoniale, 119-121

- M -

Magnétoscopie*Voir* **Enregistrement****Maladie**

Absence des témoins, 569

Exception à l'interdiction du ouï-dire, 755, 769

Interrogatoire des témoins hors la présence du tribunal, 669

- Nécessité ou déraisonnabilité de faire comparaître l'auteur de la déclaration, 751
Obligation de divulguer, 102, 1377
Secret médical, 1357
- Mandat d'amener**, 568
- Mandat de perquisition**
Voir Fouille, perquisition et saisie
- Mandataire**
Aveu, 1040-1042
Devoir de discrétion, 1339
Étendue des pouvoirs, 1040
Notion de mandat, 1040
Voir aussi Représentation
- Marxisme**
Voir Idéologie marxiste
- Mauvaise foi**
Aveu complexe, 1062
Comportement de la partie adverse, 862
Fait similaire, 241
Fardeau de la preuve, 155
Règle de l'indivisibilité de l'aveu
– Exception, 1066, 1069, 1071
Témoignage contredisant celui de la partie adverse, 863
- Maximes**
Actori incumbit probatio, 23
Idem est non esse aut probari, 1
Res ipsa loquitur, 1007-1009
Reus excipiendo fit actor, 23
- Médecin**
Secret professionnel, 1311, 1317, 1324, 1357
- Médiation familiale**, 1287
- Meilleure preuve**
Voir Règle de la meilleure Preuve
- Mention libératoire**
Définition, 408
Écrit non instrumentaire, 253
Écrit non signé relatant un acte juridique dans le cours des activités d'une entreprise, 414
Oblitération ou barrement, 411
Recevabilité, 403
Règles spécifiques, 394
Valeur probante
– Contre son auteur, 409
– En faveur de son auteur, 410
- Métadonnées**, 1118
Authenticité, 1157
Intégrité, 1152
- Mineur**
Voir Protection de la jeunesse ; Témoignage de l'enfant
- Ministre du culte**
Secret de la confession, 1312, 1318, 1325, 1334, 1358
- Mise en demeure**
Par texto, 1124
- Modification d'une procédure**
Rétractation d'un aveu judiciaire, 1054

- Modification législative**
 Communication entre conjoints, 1272
 Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux, 1180-1182
 Privilège de l'informateur de police, 1270
 Protection contre l'auto-incrimination, 1212-1214
- Morale**, 5, 19, 37, 1287
- Moyen-Âge**
Voir **Droit médiéval**
- Moyen technologique**
Voir **Preuve par support technologique**
- Moyens d'irrecevabilité**
Voir **Irrecevabilité**
- Moyens de preuve**, 244, 480, 1167
 Acte sous seing privé
 – Signature, 360
 Connaissance judiciaire, 98
Voir aussi **Aveu ; Présomption ; Preuve matérielle ; Preuve par écrit ; Preuve testimoniale**
- Moyens technologiques**
Voir **Document technologique ; Informatique ; Technologies de l'information**
- Municipalité**
 Acte authentique public, 260, 323
 – Accomplissement des formalités requises, 263
 – Compétence de l'officier public, 261
- Registres et documents officiels, 267, 271
 Règlement municipal
 – Connaissance judiciaire, 97, 103
- N –
- Non-divulgence de l'identité de l'informateur de police**
Voir **Privilège de l'informateur de police**
- Normalité**
 Présomption, 157-165
- Notaire**
 Acte authentique privé, 259
 Secret professionnel, 1356
Voir aussi **Acte notarié ; Officier public ; Testament notarié**
- Notions générales**
Voir **Fardeau de la preuve ; Objet de la preuve ; Pertinence ; Sources**
- Nouvelle-France**
Voir **Régime français**
- Nouvelle preuve**
 Appel, 199, 1421
 Contre-Preuve, 628
 Discrétion judiciaire, 628
 Preuve du droit étranger, 115
 Recevabilité, 628
- O –
- Objection à la preuve**, 1412-1421
 Caractère spécifique, 1417
 Commission rogatoire, 683
 En temps utile, 1419

- Inconvénients, 1415
- Jugement, 1420, 1421
- Appel, 1421
 - Première instance, 1420
- Motivation, 1418
- Notions générales, 1412
- Obligation de s'opposer, 1412
- Fondement, 1415
- Qualités, 1416-1419
- Notions générales, 1416
- Renonciation à la sanction d'une preuve illégale, 1413, 1414
- Renonciation expresse, 1413
 - Renonciation tacite, 1414
- Utilité, 1412
- Objet de la preuve, 91-147**
- Acte juridique et fait matériel, 125-147
- Connaissance personnelle du tribunal, 139-147
 - Définitions et classifications, 127-138
 - Distinction entre l'acte juridique et le fait matériel, 127-132
 - Distinction entre le fait et l'opinion, 137, 138
 - Distinction entre les faits litigieux, pertinents et incidents, 133-136
 - Droit subjectif, 126
 - Notions générales, 125
- Droit étranger, 111-124
- Application, 111
 - Droit civil québécois, 112
 - Modes de preuve de la loi étrangère, 115-124
 - Notions générales, 111-113
 - Preuve, 113
- Droit interne, 92-110
- Connaissance judiciaire, 93
 - Connaissance judiciaire en droit canadien, 94-98
 - Connaissance judiciaire en droit civil québécois, 99-110
 - Définition de « droit objectif », 92
 - Notions générales, 92, 93
- Notions introductives, 91
- Obligation de confidentialité**
Voir Communications privilégiées ; Secret professionnel
- Obligation de convaincre**
Voir Fardeau de la preuve
- Obligation de ne pas dévoiler l'identité d'un informateur de police**
Voir Privilège de l'informateur de police
- Obligation de s'opposer**
Voir Objection à la preuve
- Oblitération d'une mention libératoire**
Voir Mention libératoire
- Obtention d'une preuve en violation des droits et libertés fondamentaux**
Voir Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux
- Officier de la publicité des droits**
- Acte authentique privé, 259
- Compétence, 261
- Voir aussi Officier public*

- Officier public**
 Acte authentique, 259, 260
 Capacité, 262
 Compétence, 261
 Registre d'un caractère public dont la loi requiert la tenue par des officiers publics, 272
Voir aussi Acte authentique ; Acte semi-authentique
- Opinion**
 Définition, 137
 Distinction entre le fait et l'opinion, 137
 – Importance, 138
Voir aussi Expert/expertise ; Ouï-dire
- Ordonnance de comparâtre**
Voir Convocation des témoins
- Ordre public**
 Chose jugée, 980
 Conflit d'intérêts des avocats, 1350
 Règles d'irrecevabilité, 1401-1405
- Organisme public**
 Accès aux documents, 1168
 – Protection des renseignements personnels, 1170
 – Refus d'accès, 1170
 – Restriction, 1169
 Conflit d'intérêts des avocats, 1347
 Contraignabilité en justice, 1171
 Renseignements confidentiels, 1300
- Ouï-dire**, 484-493, 693-795
 Commission rogatoire, 683
 Conditions d'existence, 707-733
 – Catégories de déclaration extrajudiciaire, 708
 – Conduite, 716-719
 – Déclaration extrajudiciaire accompagnant ou expliquant un fait litigieux, 724-733
 – Déclaration extrajudiciaire écrite, 709-713
 – Déclaration extrajudiciaire verbale ou enregistrée, 714, 715
 – Notions générales, 707
 – Vérité du contenu de la déclaration extrajudiciaire, 720-723
- Définition, 703-706
 – Absence de conséquence pratique, 705
 – Conception doctrinale, 704
 – Conception jurisprudentielle, 703
 – Droit civil québécois, 706
- Exceptions à la règle d'irrecevabilité, 489, 734-795
 – Classification, 736
 – Condition générale de recevabilité, 735
 – Créations législatives et jurisprudentielles, 734
 – Déclaration extrajudiciaire d'une personne qui ne comparait pas comme témoin, 747-788
 – Déclaration extrajudiciaire du témoin, 789-792
 – Déclaration extrajudiciaire écrite et assermentée, 745, 746
 – Déclaration extrajudiciaire écrite visée par l'article 292 C.p.c., 737-744
 – Modes de preuve, 793-795
 – Notions générales, 734-736
- Expert/expertise, 517
 Interrogatoire écrit, 676

- Irrecevabilité de l'opinion du témoin ordinaire, 484-493
- XIX^e siècle, 487
 - Common law, 486
 - Constatations personnelles, 488, 493
 - Droit français, 485
 - Droit québécois, 492
 - Évolution moderne, 490
 - Exceptions à la règle d'irrecevabilité, 489
 - Fondement, 484
 - Inconvénients, 488
 - Question factuelle finale, 491
- Règle d'irrecevabilité, 693-702, 710, 1409
- Fondement, 700-702
 - Historique, 696-699
 - Inconvénients, 699
 - Source, 693-695
- Règle de la meilleure preuve, 425, 702
- Res gestae*, 400
- Témoignage technologique, 1131
- Voir aussi* **Déclaration extrajudiciaire ; Exceptions à la règle d'irrecevabilité d'une déclaration extrajudiciaire ou du ouï-dire**
- Outrage au tribunal**
- Code civil du Québec*, 181
- Contraignabilité, 559
- Jugement ayant autorité de la chose jugée, 986
- Notions générales, 180
- Preuve hors de tout doute raisonnable, 181
- Refus de prêter serment, 559
- Règles applicables, 559
- Sanction, 180
- P –
- Paiement**
- Valeur du litige, 838
- Papier domestique**
- Définition, 405
- Écrit non instrumentaire, 253
- Recevabilité, 403
- Règles spécifiques, 394
- Valeur probante
- Contre leur auteur, 406
 - En faveur de son auteur, 407
- Parjure**, 12, 31, 35, 427, 431, 484, 559, 796, 893, 1208, 1212, 1216, 1224
- Parlement**
- Document officiel, 268
- Partialité du témoin**, 612
- Parties**
- Déclaration des parties
- Acte authentique (preuve contraire), 311-314
- Exclusion des témoins, 575
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 806-812
- Valeur probante à l'égard des parties
- Acte authentique, 299, 309
 - Acte sous seing privé, 299, 359-378
- Voir aussi* **Document en la possession d'une partie ; Jonction des parties ; Rôle des parties**

- Passivité du juge**
Voir **Rôle du juge**
- Paternité**
 Possession d'état, 160
- Pellicule photographique**
Voir **Photographie**
- Perquisition**
Voir **Fouille, perquisition et saisie**
- Personne exploitant une entreprise**
Voir **Dans le cours des activités d'une entreprise ; Entreprise**
- Personne morale**
 Aveu judiciaire, 1050
 Certification, 455
 Épreuve photographique, 423, 459
 Interrogatoire préalable à l'instruction, 638
 Réponses, 677
 Reproduction des documents, 442
 Secret professionnel, 1362, 1391
- Personne morale de droit public**
 Registres et documents officiels, 271, 439
- Pertinence**, 134, 135, 207-243
 Absence de connexité, 217
 Acte postérieur au fait litigieux, 242
 Acte similaire, *Voir* **Fait similaire**
 Appel, 220
 Caractère et réputation, 227-233
 – Historique, 227-230
 – Preuve directe et indirecte, 231-233
- Conduite des tiers, 243
 Critères généraux, 216-223
 Critique, 215
 Définition, 207-210
 – *Code civil du Québec*, 209
 – Commission de réforme du droit du Canada, 208
 – Concept logique et subjectif, 210
 – Notion imprécise mais logique, 207
 Distinction entre la pertinence et les autres règles d'irrecevabilité, 211
 Document en la possession d'un tiers, 650
 Document en la possession d'une partie, 650
 Droit canadien, 223
 État d'une chose, 224-226
 État d'une personne, 227-243
 Fait similaire, 224, 225, 234-241
 – Conspiration, plan ou système, 238
 – Critères de recevabilité, 234
 – Droit civil, 237
 – Droit criminel, 235
 – Droits de la personne, 236
 – Fait subjectif, 241
 – Fraude, 238, 241
 – Inexistence, 224
 – Preuve indirecte du fait principal, 239, 240
 – Protection de la jeunesse, 236
- Fondement, 211
 Interrogatoire préalable à l'instruction, 640, 641
 Justification, 211
 – Justification jurisprudentielle, 214
 Notion, 216

- Notions générales, 207-223
Preuve directe et indirecte, 231-233
Preuve matérielle, 1089
Procédures préalables, 219
Règle d'irrecevabilité, 1402
Réputation, *Voir* Caractère et réputation
Source, 212
Transaction similaire, 226
Tribunal de première instance, 210
Valeur probante, 218, 221, 222
- Petites créances**
Rôle du juge, 50, 201
- Philosophie rationaliste et libérale**, 11
- Photographie**
Preuve d'authenticité, 1097
Recevabilité, 449
– Conditions, 450
Sur ordinateur, 1138
Voir aussi **Preuve matérielle**
- Plaidoirie écrite**
Acte sous seing privé
– Contestation de la signature, 370
Admission ou renonciation expresse, 463
Règles, 185, 1067
– Sanction, 186
- Pléthysmographie**, 1134
- Polygraphie**
Voir **Test du polygraphe**
- Positivism**
Preuve par écrit, 246
- Prélèvement de substances corporelles**
Voir **Test d'ADN**
- Prépondérance de la preuve**
Fardeau de la preuve, 168, 169
- Prescription**
Présomption de la conservation d'un droit, 166
- Présentation d'un élément matériel**
Voir **Preuve matérielle**
- Présomption**
Acte semi-authentique, 344
Chose jugée, 978-999
Conservation d'un droit, 166, 167
– Notions générales, 166
– Prescription, 167
Définition, 968
Distinction entre la preuve directe et indirecte, 969
Moyen de preuve, 244
Notions générales, 968, 969
Présomption d'authenticité
– Application, 300
– Conditions d'existence, 301
– Effet, 302
Présomption d'intégrité
– Document technologique, 1117, 1149, 1150, 1160
Présomption de fait, 539-541, 1000-1009
– Action collective, 1004
– Comparaison entre la présomption légale et la présomption de fait, 1005, 1006
– Définition, 1000
– Importance, 1001

- Notions générales, 1000-1004
- Présomption de la normalité, 163
- Recevabilité, 1002
- *Res ipsa loquitur*, 1007-1009
- Rôle du juge des faits, 1000
- Valeur probante, 1003
- Présomption de fiabilité, 1129
 - Déclaration extrajudiciaire accompagnant ou expliquant un élément du fait en litige, 731
 - Déclaration extrajudiciaire d'une personne qui ne comparait pas comme témoin, 729, 731, 749, 753, 756, 760, 767
 - Déclaration extrajudiciaire du témoin, 789
 - Déclaration spontanée et contemporaine, 729, 731, 752, 753, 767
 - Document établi dans le cours des activités d'une entreprise, 756
 - Document inséré dans un registre dont la tenue est exigée par la loi, 760
- Présomption de la normalité, 157-165
 - Applications jurisprudentielles, 161
 - Capacité de contracter ou de tester, 158
 - Capacité de travailler, 159
 - Compétence des tribunaux, 162
 - Connaissance particulière des faits, 165
 - Inexécution et exécution fautive, 160
 - Lien de causalité, 164
 - Notions générales, 157
 - Présomption de fait, 163
- Présomption légale, 156, 753, 970-977
 - Caractère réfragable, 974
 - Classification, 974-976
 - Comparaison entre la présomption légale et la présomption de fait, 1005, 1006
 - Conditions d'existence, 972
 - Définition, 970
 - Effets, 973
 - Exemples, 971
 - Garantie de fiabilité, 753
 - Fardeau de la preuve, 156
 - Présomption absolue, 976, 977
 - Présomption simple, 975
 - Règles d'irrecevabilité, 1408
- Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique, 931
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 823-826
- Qualification, 968
- Voir aussi Chose jugée*
- Prête-nom**, 898, 920, 935, 937, 938, 947-949
- Prêtre**
 - Secret de la confession, 1312, 1318, 1325, 1334, 1358
- Preuve contraire**
 - Acte authentique, 310-337
 - Acte notarié, 324-328
 - Conclusion déduite par l'officier public, 315-317
 - Condition préalable, 310
 - Déclaration de l'officier public portant sur des faits qu'il a mission de constater, 318-328

- Déclaration des parties et des tiers, 311-314
- Effet du jugement maintenant l'action ou la demande de déclaration de faux, 333-337
- Procédure de l'action ou de la demande de déclaration de faux, 310, 329-332
- Acte sous seing privé
 - Valeur probante à l'égard des tiers, 382
- Autres écrits, 396
- Aveu extrajudiciaire
 - Recevabilité d'une preuve contraire, 1057
- Aveu judiciaire
 - Irrecevabilité d'une preuve contraire, 1051
- Crédibilité du témoin, 614
- Règle de l'indivisibilité de l'aveu
 - Exception, 1072
- Voir aussi Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique**

- Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique, 893-967**
- Acte juridique constaté par un écrit, 910-919
 - Acte authentique privé constatant un acte juridique, 911
 - Acte authentique public relatant des faits matériels, 917
 - Acte semi-authentique constatant un acte juridique, 912
 - Acte semi-authentique relatant des faits matériels, 917
 - Acte sous seing privé, 913
 - Autres écrits, 916
- Copie et document résultant d'un transfert, 919
- Document technologique, 918
- Écrit complet, 914
- Écrit valablement fait, 915
- Notions générales, 910
- Aveu, 899
- Conditions d'existence, 894-949
- Contrat distinct, 935, 947-949
 - Autres contrats, 949
 - Contrat postérieur, 948
 - Mixité du droit québécois, 935
 - Prête-nom ou société, 947
- Convention antérieure ou concomitante, 930-934
 - Condition suspensive ou résolutoire, 934
 - Contenu exprès et implicite, 932
 - Notions générales, 930, 931
 - Preuve complétant un acte juridique, 933
- Dérogations législatives, 895
- Exceptions, 920, 950-967
 - Commencement de preuve, 920, 966, 967
 - Notions générales, 950
 - Preuve interprétant un écrit, 958-965
 - Validité de l'acte juridique, 951-957
- Fondement, 893
- Notions générales, 893
- Présomption, 898
- Preuve complétant un écrit, 927-929
 - Écrit manifestement incomplet, 928
 - Écrit paraissant complet, 929
 - Mixité du droit québécois, 927

- Preuve contraire au contenu explicite, 921-924
- Modalités, représentations, garanties et clauses diverses, 924
 - Nature, date et lieu, 922
 - Notion, 921
 - Objet de l'obligation, 923
- Preuve contraire au contenu implicite, 925, 926
- *Code civil du Québec*, 926
 - Écrit non manifestement incomplet, 926
 - Notion, 925
- Preuve matérielle, 900
- Preuve par écrit, 901-905
- Contre-lettre, 905
 - Écrit complétant un acte juridique, 903
 - Écrit contredisant les termes d'un contrat, 904
 - Écrit interprétant un acte juridique, 902
 - Notions générales, 901
- Preuve soumise par une partie à l'acte juridique, 906-909
- Exclusion du tiers, 909
 - Notions générales, 906
 - Preuve d'un contractant contre un cocontractant, 907
 - Preuve d'un contractant contre un tiers, 908
- Preuve testimoniale, 896-905
- Notions générales, 896
 - Preuve testimoniale directe, 897
- Restriction à la preuve testimoniale, 893
- Simulation, 935-946
- Effet à l'égard des tiers, 943
 - Effet entre les parties, 941
 - Formes, 937
 - Illicite, 938, 939
 - Licite, 940-943
 - Mixité du droit québécois, 935
 - Notion, 936
 - Notion de tiers, 946
 - Nullité de la simulation illicite, 939
 - Preuve contre un tiers, 945
 - Preuve de la simulation illicite, 939
 - Preuve entre les parties, 942
 - Preuve par un tiers, 944
- Voir aussi* **Exceptions à la prohibition de contredire ou de changer par témoignage un acte juridique constaté par un écrit**
- Preuve de faits similaires**
- Voir* **Fait similaire**
- Preuve dérivée**
- Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux, 1191
- Protection contre l'auto-incrimination, 1225
- Preuve directe**
- Caractère et réputation, 231
- Distinction entre la preuve directe et indirecte, 969
- Fardeau de la preuve, 170
- Preuve matérielle, 1085
- Preuve écrite**
- Voir* **Preuve par écrit**
- Preuve illégale**
- Contre-interrogatoire, 609

- Renonciation à la sanction, 1413, 1414
Voir aussi **Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux**
- Preuve indirecte**
 Caractère et réputation, 232
 Distinction entre la preuve directe et indirecte, 969
 Fait similaire, 239
 Fardeau de la preuve, 170
 Preuve matérielle, 1085
Voir aussi **Présomption**
- Preuve judiciaire**
 Caractéristiques, 2
 Définition, 3
 Droit romain, 21
 Facteur technologique, 9
 Importance, 1
 Inconvénient, 191
 Période antérieure à 1688, 33
 Rôle du juge, 199
- Preuve légale**
Voir **Régimes de preuve**
- Preuve libre**
Voir **Régimes de preuve**
- Preuve littérale**
Voir **Preuve par écrit**
- Preuve matérielle**, 6, 657-659, 1079-1108
 Acte juridique, 1094
 Authenticité, 1096-1104
 – Alcotest, 1098
 – Enregistrement, 1100
 – Hypnose, 1101
 – Photographie, 1097
 – Preuve de l'authenticité, 1096
 – Radar, 1099
 – Test d'ADN, 1102
 – Test du polygraphe, 1101
 – Visite des lieux, 1103
- Classifications, 1082
 Commencement de preuve, 864, 865
 Communication et production, 1095
 Communications privilégiées, 1091
 Convocation des témoins, 564
 Déclaration extrajudiciaire, 1093
 Définition, 1079
 Définition du mot « objet », 659
 Définition du mot « présenter », 659
 Disposition applicable, 657
 Droit civil, 1081
 Élément matériel technologique, 1128-1129
 Fonction, 1080
 Moyen de preuve, 244
 Pertinence, 1089
 Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique, 900
 Preuve directe ou indirecte, 1085
 Preuve illustrative, 1086
 Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux, 1090
 Preuve réelle, 1083
 Preuve représentative, 1084
 Procédure, 658
 Procédure accusatoire, 1106
 Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 827, 828
 Recevabilité
 – Règles générales, 516
 Recoupement des catégories, 1087

- Règle de la meilleure preuve, 1092
- Règles d'irrecevabilité, 1088-1095
- Règles générales, 648-651
- Secret professionnel, 1091
- Utilisation, 1081
- Valeur probante, 1105-1108
- Preuve nouvelle**
- Voir Nouvelle preuve*
- Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux, 1173-1200**
- Australie, Écosse et Irlande, 1176
- Code civil du Bas Canada*, 1179
- Common law, 1174
- Conditions de rejet d'un élément de preuve, 1183-1200
- Règles générales, 1183-1185
- Devoir du tribunal, 1184
- Droit américain, 1175
- Droit anglais, 1177
- Droit canadien antérieur à la *Loi constitutionnelle de 1982*, 1178
- Enregistrement, 1100
- Fardeau de la preuve, 1185
- Lien entre la violation du droit fondamental et l'obtention de la preuve, 1188-1192
- Absence ou insuffisance de lien, 1192
 - Causalité directe, 1189
 - Causalité indirecte, 1190
 - Notions générales, 1188
 - Preuve dérivée, 1191
- Modification législative, 1180-1182
- Charte canadienne, 1181
 - *Code civil du Québec*, 1182
 - Évolution jurisprudentielle, 1180
- Notions générales, 1173-1179
- Preuve matérielle, 1090
- Principe de loyauté, 1173
- Utilisation susceptible de déconsidérer l'administration de la justice, 1193-1200
- Charte canadienne, 1195
 - *Code civil du Québec*, 1196
 - Critères, 1197
 - Effet de l'exclusion d'une preuve sur l'image de la justice, 1200
 - Équité du procès, 1198
 - Gravité de la violation, 1199
 - Intérêt public, 1193
 - Notion, 1194
 - Objectif de recherche de la vérité, 1193
 - Protection des droits individuels, 1193
- Violation d'un droit fondamental, 1186, 1187
- Charte canadienne, 1186
 - Charte québécoise, 1187
 - *Code civil du Québec*, 1187
- Preuve obtenue par des moyens illégaux**
- Voir Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux*
- Preuve orale**
- Voir Preuve testimoniale*
- Preuve par aveu**
- Voir Aveu*
- Preuve par écrit, 245-416**
- Acte, 254
- Acte authentique, 257-337
- Acte semi-authentique, 338-345

-
- Acte sous seing privé, 346-392
 - Alphabétisation, 246
 - Autres écrits, 393-416
 - *Code civil du Québec*, 394
 - Définition, 393
 - Écrits non signés, 252, 394, 397, 403-416
 - Fait matériel et acte juridique, 397-404
 - Mention libératoire, 394, 408-411, 416
 - Notions générales, 393-404
 - Papier domestique, 394, 405-407
 - Preuve contraire, 396
 - Preuve de l'origine de l'écrit, 395
 - Commencement de preuve, 853-855
 - Nature de l'écrit, 853
 - Perte de l'écrit, 855
 - Validité de l'écrit, 854
 - Copie de lois, 256
 - Définitions et classification, 249-254
 - Écrit instrumentaire, 252
 - Écrit non instrumentaire, 253
 - Écrit non signé relatant un acte juridique dans le cours des activités d'une entreprise, 394, 403, 412-416, 757, 759
 - Catégories, 412
 - Conditions, 413
 - Mention libératoire, 416
 - Preuve de l'origine de l'écrit, 414
 - Recevabilité, 403
 - Règles spécifiques, 394
 - Valeur probante, 415, 759
 - Écrit relatant un acte juridique, 397, 403, 404
 - Catégories, 403
 - Recevabilité, 403
 - Valeur probante, 404
 - Écrit relatant un fait matériel, 397-402
 - Exceptions à la règle générale de l'irrecevabilité de la preuve, 399
 - Fait matériel et acte juridique, 397
 - Recevabilité, 401
 - Règle d'irrecevabilité, 398
 - *Res gestae*, 400
 - Valeur probante, 402
 - Équivalence des documents, 251
 - Évolution sociale, 247
 - Importance, 245-248
 - Informatique, 248
 - Interventionnisme, 248
 - Notions générales, 245-255
 - Positivismes, 246
 - Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique, 901-905
 - Contre-lettre, 905
 - Écrit complétant un acte juridique, 903
 - Écrit contredisant les termes d'un contrat, 904
 - Écrit interprétant un acte juridique, 902
 - Notions générales, 901
 - Preuve de la loi étrangère, 115-118
 - Certificat d'un jurisconsulte, 118
 - Jugement, 116
 - Jurisprudence et doctrine, 117

- Loi étrangère, 115
- Voir aussi* **Acte authentique ; Acte semi-authentique ; Acte sous seing privé**
- Preuve par présomption**
Voir **Présomption**
- Preuve par support technologique**, 1109-1166
 - Élément matériel technologique, 1128-1129
 - Évolution, 1109
 - Intégrité, 1146-1155
 - Loi applicable, 1110
 - Moyens de preuve, 1123-1145
 - Approche fonctionnelle, 1123-1127
 - Procédure favorable aux moyens technologiques, 1111
 - Réforme, 1127
 - Témoignage technologique, 1130-1131
 - Voir aussi* **Document technologique ; Écrit technologique**
- Preuve par témoignage**
Voir **Preuve testimoniale**
- Preuve pertinente**
Voir **Pertinence**
- Preuve scientifique**
 - Connaissance d'office des faits scientifiques, 142
 - Expert/expertise, 498, 504, 505, 506, 512, 515-517, 522, 528, 529, 534, 536, 660
 - Preuve indirecte, 1001
 - Preuve judiciaire, 2
 - Preuve représentative, 1084
 - Radar, 1099
- Test du polygraphe, 1101
- Type de preuve, 9
Voir aussi **Test d'ADN**
- Preuve secondaire**
 - Communication entre conjoints, 1280
 - Communication faite dans le but de régler un litige, 1283
 - Degré, 467-470
 - Distinction entre la notion d'écrit et la recevabilité de la preuve secondaire, 433
 - Fardeau de la preuve, 429, 453
 - Forme, 465, 466
 - Garanties moindres d'exactitude, 418
 - Notions générales, 465
 - Preuve de la conformité avec l'original, 466
 - Preuve légale, 49
 - Raisons économiques et pratiques, 422
 - Secret professionnel
 - Limite, 1388
 - Suffisance de la preuve, 453
 - Voir aussi* **Exceptions à la règle de la meilleure preuve**
- Preuve technologique**
Voir **Document technologique ; Informatique ; Preuve par support technologique ; Technologies de l'information**
- Preuve testimoniale**
 - Capacité des témoins, 553-558
 - Commencement de preuve, 860-863
 - Comportement de la partie adverse, 862
 - Notions générales, 860

- Témoignage admettant des faits, 861
- Témoignage contredisant celui de la partie adverse, 863
- Contraignabilité, 559, 560
- Définition, 483
- Importance, 481
- Irrecevabilité de l'opinion du témoin ordinaire, 484-493
 - XIX^e siècle, 487
 - Common law, 486
 - Constatations personnelles, 488, 493
 - Droit français, 485
 - Droit québécois, 492
 - Évolution moderne, 490
 - Exceptions à la règle d'irrecevabilité, 489
 - Fondement, 484
 - Inconvénients, 488
 - Question factuelle finale, 491
- Moyen de preuve, 243
- Préférence du tribunal, 529
- Preuve contraire à un écrit, 1144
- Preuve de la loi étrangère, 119-121
 - Appréciation de la preuve par le tribunal, 120
 - Rôle du tribunal, 121
 - Témoin expert, 119
- Rôle des tribunaux d'appel dans l'appréciation de la preuve, 537-552
 - Cour suprême du Canada, 550-552
 - Droit d'appel, 537
 - Exceptions à la règle de la non-intervention de la Cour d'appel sur une question de fait, 544-549
 - Règle de la non-intervention de la Cour d'appel sur une question de fait, 538-543
- Source, 482
- Valeur probante, 494-496
 - Appel, 496
 - Appréciation du tribunal, 494
 - Critères, 495
- Visite des lieux, 1103
- Voir aussi* **Expert/expertise ; Moyens de preuve ; Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique ; Procédure normale d'administration de la preuve testimoniale ; Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique ; Témoignage de l'enfant ; Témoignage hors de cour**
- Principe de la meilleure preuve**
- Voir* **Règle de la meilleure preuve**
- Principe de la passivité du juge**
- Voir* **Passivité du juge**
- Principe de proportionnalité**
- Application du principe, 211, 497
- Connaissance judiciaire, 143
- Examen physique, mental ou psychosocial, 661, 665
- Expert/expertise, 497, 502, 514, 531
- Interrogatoire préalable à l'instruction, 639
- Principe de coopération, 636
- Saine gestion de l'instance, 199
- Virage culturel, 10
- Prisonnier**
- Convocation, 566

- Privilège avocat-client**
Voir Secret professionnel
- Privilège contre l'auto-incrimination**
Voir Protection contre l'auto-incrimination
- Privilège de l'informateur de police, 1264-1270**
 Exception, 1268
 Fondement, 1264
 Modification législative, 1270
 Nature, 1266
 Portée, 1267
 Renonciation, 1269
 Spécificité, 1265
- Privilège de la communication entre conjoints**
Voir Communication entre conjoints
- Privilège de la Couronne, 46, 1226-1263**
 Caractéristiques, 1228
 Controverse sur l'étendue et le contrôle du privilège, 1236
 Définition, 1226
 « *Discovery* » à l'égard d'une partie, 1231
 Domaine d'application, 1249, 1261-1263
 – Droit canadien et québécois, 1249, 1238
 – Gouvernement et organismes de l'État, 1249, 1261
 – Preuve secondaire d'une information confidentielle, 1263
 Droit privé québécois, 1234
 Droit supplétif, 1229, 1263
- Évolution au Canada et au Québec, 1242-1247, 1260
 – Arrêt *R. c. Snider* (1954), 1243
 – Droits fondamentaux, 1247
 – Période antérieure à l'arrêt *R. c. Snider*, 1242
 – Période de 1954 à 1964, 1220
 – Période de 1964 à 1991, 1245
 – Problèmes constitutionnels, 1246
 – Thèse prédominante, 1245
- Évolution en Angleterre, 1237-1241
 – Arrêt *Conway c. Rimmer*, 1240, 1241
 – Arrêt *Duncan*, 1238
 – Période antérieure à l'arrêt *Duncan*, 1237
 – Période postérieure à l'arrêt *Duncan*, 1239
 – Principes directeurs, 1241
 – Thèse prédominante, 1241
- Fondement, 1227
 Historique, 1248, 1260
 Immunité absolue, 1242, 1247
 Immunité de la Couronne contre le « *discovery* », 1233
 Immunité de la Couronne contre les poursuites, 1232
 Immunité quasi absolue, 1250-1252
 – Contrôle très limité des tribunaux, 1252
 – Documents visés par l'article 39 de la *Loi sur la preuve au Canada*, 1250
 – Opposition à la preuve, 1251
- Immunité relative, 1241, 1245, 1253-1259
 – Appel, 1256
 – Application de la common law, 1258

- Autres renseignements d'intérêt public, 1255
- Contrôle judiciaire de l'objection ministérielle, 1253
- Contrôle judiciaire du mérite d'une opposition à la divulgation d'un renseignement, 1259
- Modification de la common law, 1257
- Renseignements sensibles ou potentiellement préjudiciables, 1254
- Législations fédérales, 1248-1259
- Législations provinciales, 1260-1263
- Notions générales, 1226-1230
- Règle d'irrecevabilité, 1403
- Sources, 1230
- Subsistance, 1235
- Vocables, 1226

- Privilège destiné à protéger les confidences matrimoniales**
Voir Communication entre conjoints

- Privilège relatif au litige**
Voir Document préparé en vue d'un litige

- Procédure accusatoire et contradictoire**
Voir Régimes de preuve

- Procédure écrite**
Obligation de produire les éléments de preuve, 185, 186

- Procédure inquisitoire**
Voir Régimes de preuve

- Procédure modifiée**
Voir Modification d'une procédure

- Procédure normale d'administration de la preuve testimoniale, 562-628**
Caractère contradictoire de l'instance judiciaire, 561
Contre-interrogatoire, 605-622
 - But, 607
 - Crédibilité du témoin, 610-622
 - Fondement du droit, 605
 - Forme, 608, 618
 - Objet, 607
 - Preuve illégale, 609
 - Règles générales, 605-609
 - Réputation du témoin, 233
 - Titulaire du droit, 606
 Contre-Preuve, 628
 Convocation des témoins, 562-578
 - Absence des témoins, 568-573
 - Exclusion des témoins, 574-578
 - Rôle du juge à l'enquête, 627
 Déroulement de l'enquête, 579-581
 - Fardeau légal de la preuve, 580
 - Ordre de l'audition d'un témoin, 581
 - Ordre de présentation des témoins, 579
 - Rôle du juge, 41, 561
 Exceptions, 629-795
 - Déclaration extrajudiciaire, *v. Déclaration extrajudiciaire*
 - Ouï-dire, *v. Ouï-dire*
 - Témoignage hors de cour, 630-692

Interrogatoire principal, 582-604

- Déclaration compatible d'un témoin, 602-604
- Déclaration incompatible de son propre témoin, 597-632
- Faits préliminaires, 583
- Identification et déclaration solennelle du témoin, 582
- Interdiction d'attaquer la crédibilité de son témoin, 584
- Objet, 583
- Opinion ou propos d'un tiers, 583
- Question suggestive, 585-589
- Rafrâichissement de la mémoire d'un témoin, 590-626
- Règles générales, 582-584
- Services d'un interprète, 582

Réinterrogatoire, 623, 624

Rôle du juge à l'enquête, 625-627

Voir aussi **Contre-interrogatoire ; Interrogatoire principal ; Réinterrogatoire**

Procès

Voir **Équité du procès ; Procès civil**

Procès civil

Acte criminel et procès civil (fardeau de la preuve), 175-178

- Application du critère, 177
- Balance des probabilités, 176
- Droit civil et common law, 178
- Gravité des allégations ou de leurs conséquences, 177
- Notions générales, 175
- Probabilité ou improbabilité intrinsèque des faits allégués, 177, 178

Procès public, 22, 52

Procès-verbal

Autre écrit, 393

Papier domestique, 405

Réunion d'un conseil municipal, 263

Signification, saisie ou vente en justice, 303

Voir aussi **Procès-verbal d'un huissier ; Procès-verbal de bornage**

Procès-verbal d'un huissier

Acte authentique public, 260, 323

Action ou demande de déclaration de faux, 315

Déclaration d'inexactitude, 319

Requête en contestation ou en correction, 317

Procès-verbal de bornage

Acte authentique privé, 259, 273

Copie ou extrait authentique, 439

Définition, 274

Support technologique, 1135

Valeur probante, 303

Proclamation

Connaissance judiciaire, 96, 106

Procuration privée

Acte semi-authentique, 339, 342

Production de documents

Citation à comparaître, 563

Voir aussi **Document en la possession d'un tiers ; Document en la possession d'une partie**

- Prohibition de contredire ou de changer par témoignage un acte juridique constaté par un écrit**
- Voir* **Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique**
- Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique,** 796-892
- Aveu
- Aveu exprès, 821
 - Aveu tacite, 822
- Code civil du Bas Canada*, 802, 813
- Code civil du Québec*, 804, 814
- Droit français, 800, 801
- Droit médiéval, 798
- Évolution moderne, 803
- Exceptions, 829-892, 942
- Acte juridique passé dans le cours des activités d'une entreprise, 877-892
 - Commencement de preuve, 850-876
 - Impossibilité de produire une preuve écrite, 848, 849
 - Impossibilité de se ménager une preuve écrite, 843-847
 - Notions générales, 829
 - Valeur du litige, 830-842
- Fondement, 796
- Notions générales, 796-804
- Ordonnance de Moulins*, 799
- Ordonnance sur la procédure civile*, 800
- Portée de la règle, 805-828
- Présomption, 823-826
- *Code civil du Québec*, 825
 - Commentaires, 826
- Conséquences de l'interdiction de la preuve testimoniale, 823
 - Don manuel, 824
- Preuve matérielle
- Exception, 828
 - Règle générale, 827
- Règle applicable à l'acte juridique, 813-820
- Applications, 820
 - *Code civil du Bas Canada*, 813
 - *Code civil du Québec*, 814
 - Définition de l'acte juridique, 815
 - Définition du fait matériel, 816
 - Distinction entre l'acte juridique et le fait matériel, 817
 - Preuve de l'acte juridique, 819
 - Preuve du fait matériel, 818
- Règle applicable aux parties à l'exclusion des tiers, 806-812
- Ayant cause à titre particulier, 810
 - Ayant cause universel ou à titre universel, 809
 - Créancier, 811
 - Définition du tiers, 807
 - Fondement de l'exclusion des tiers, 806
 - Preuve d'une partie à l'égard d'un tiers, 812
 - Représentation, 808
- Source, 797
- Voir aussi* **Exceptions à la prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique**
- Prohibition du ouï-dire**
- Voir* **Ouï-dire**

Proportionnalité

Voir Principe de proportionnalité

Protection contre l'auto-incrimination, 1207-1225

Droit américain, 1211

Droit au silence, 1208

Droit canadien, 1211

Droit du témoin de ne pas s'incriminer en common law, 1209

Droit québécois, 1210

Étendue, 1223

Législations fédérales et provinciales, 1215-1220

– Charte canadienne, 1219

– Charte québécoise, 1218

– *Code de procédure civile*, 1216

– *Loi sur la preuve au Canada*, 1217

– Modifications apportées par les Chartes canadienne et québécoise, 1220

– Notions générales, 1215

Limites, 1224

Modification législative, 1212-1214

– Effets des lois fédérale et provinciale, 1214

– Législation fédérale, 1212

– Législations provinciales, 1213

Notions générales, 1207-1212

Objet, 1222

Portée, 1221-1225

Preuve dérivée, 1225

Source, 1207

Titulaire, 1221

Protection de l'identité de l'informateur de police

Voir Privilège de l'informateur de police

Protection de la jeunesse

Commission rogatoire, 679

Déclaration d'un enfant victime d'abus sexuel, 774

Exclusion des témoins, 577

Fait similaire, 235

Obligation au secret

– Limitation, 1378

Témoignage de l'enfant, 557, 774

Protection des majeurs

Voir Régime de protection des majeurs

Protection des renseignements personnels

Voir Renseignement personnel

– Q –

Québec

Voir Droit québécois

Question suggestive

Voir Interrogatoire principal

– R –

Radar

Connaissance judiciaire, 1099

Preuve d'authenticité, 1099

Rafraîchissement de la mémoire d'un témoin

Voir Interrogatoire principal

Rapport d'enquêteur

Déclaration extrajudiciaire écrite,
712

Rapport d'expert/d'expertise,
518-526

Conciliation des positions, 520

Déclaration extrajudiciaire écrite,
713

Expert nommé par le tribunal, 535

Faits, raisonnement et méthode
d'analyse de l'expert, 518

Mise en preuve, 508

Précisions, 520

Preuve de confection, d'origine ou
d'intégrité, 526

Preuve illégale, 525

Rapport médical, 1382

Rapport tenant lieu du témoignage
de l'expert, 522

Recevabilité, 498, 519

Sanction, 524

Témoignage permis à certaines
conditions, 523

Valeur probante, 498, 508

Voir aussi **Expert/expertise**

Recevabilité

Déclaration incompatible du témoin,
616

Écrit, 650

Écrit relatant un acte juridique, 403

Expert/expertise, 516-526

– Production du rapport d'expert/
d'expertise, 518-526

– Règles générales, 516, 517

Mention libératoire, 403

Moyens de preuve, 1406

Nouvelle preuve, 628

Présomption de fait, 1002

Recours collectif

Voir **Action collective**

**Réforme du Code de procédure
civile de 2016**

Aveu oral, 1028

Communication faite dans le but de
régler un litige, 1281

Conception sociale du procès, 200

Conférence préparatoire à l'instruc-
tion, 199

Devoir du tribunal, 527

Document technologique, 44

Interrogatoire préalable à l'instruc-
tion, 633

Rôle du juge et de l'avocat, 13, 50,
199, 561

Secret de l'État provincial, 1260

Sources, 83

Régime anglais, 60-66

Acte constitutionnel de 1791, 63

Acte d'Union de 1840, 63

Influence des deux familles juridi-
ques différentes, 65, 66

Ordonnance de Carleton, 61

Ordonnance du 21 avril 1785, 62

Période de 1760 à 1777, 60

Période de 1840 à 1866, 64

Procédure civile, 65

**Régime de protection des
majeurs**

Déclaration extrajudiciaire écrite,
743

Régime français

Abolition, 60

Droit coutumier, édits et ordonnan-
ces, 58

- Ordonnance de commerce de 1673*, 59
- Régime totalitaire**
Voir Totalitarisme
- Régimes de preuve**, 10-18
Grands régimes, 10
Preuve légale et procédure accusatoire et contradictoire, 11-13, 18, 46-50
- Avantages et inconvénients, 18
 - Droit canadien et québécois, 46-50, 52
 - Droit criminel, 52, 53
 - Exceptions au régime, 48-50, 53
 - Limitation des moyens de preuve, 12
 - Notions générales, 11
 - Rôle du juge et de l'avocat, 13
- Preuve libre et procédure inquisitoire, 14-17, 38
- Absence de restriction à la preuve, 15
 - Angleterre et États-Unis, 42
 - Avantages et inconvénients, 17
 - Ex-Union soviétique, 38
 - Notions générales, 14
 - Rôle du juge et de l'avocat, 16
- Registre**
Copie d'un document, 298
Document inséré dans un registre dont la tenue est exigée par la loi
- Présomption de fiabilité, 760
 - Valeur probante, 761
- Municipalité, 271
Personne morale de droit public, 271
Registre public, 272
- Reconstitution, 297
- Tribunal judiciaire, 270
- Règle de l'expressivité de l'aveu judiciaire**
Voir Aveu
- Règle de l'indivisibilité de l'aveu**
Voir Aveu
- Règle de la contraignabilité**
Voir Contraignabilité
- Règle de la meilleure preuve**, 6, 35, 42, 46, 52, 417-470
- Acte authentique, 431, 439
Acte juridique constaté dans un écrit, 432
Acte semi-authentique, 431
Acte sous seing privé, 431
Condition d'existence, 428
Copie tenant lieu d'original, 430
Document électronique, 433, 451
Document technologique, 434
Écrit instrumentaire privé, 431
Écrit non instrumentaire, 432
Écrit postérieur, 436
Écrit signé et imprimé, 435
Enregistrement, 433
Évolution de la règle en droit civil, 424-427
Exceptions, 437-464
- Admission et renonciation, 462-464
 - Application, 437
 - Document électronique, 437
 - Document public, authentique ou semi-authentique, 438-440
 - Impossibilité de produire l'original, 452-461
 - Notions générales, 437

- Reproduction des documents, 441-451
- Fait relaté dans plusieurs écrits, 435, 436
- Fardeau de la preuve, 429
- Fondement, 418
- Historique en common law, 420-423
 - XVIII^e siècle, 421
 - XIX^e siècle, 422
 - Droit contemporain, 423
 - Notions générales, 420
- Inscription sur des objets, 433, 459
- Notions générales, 417-427
- Ouï-dire, 425, 702
- Portée, 424, 428-436
- Preuve matérielle, 1092
- Preuve secondaire, 465-470
 - Consentement, 437
 - Degré, 467-470
- Règle d'appréciation, 424
- Règle de recevabilité, 424
- Renonciation, 437
- Signification, 419
- Source, 417, 893

- Règle de la non-intervention de la Cour d'appel sur une question de fait**
- Voir* **Cour d'appel**

- Règle de la pertinence**
- Voir* **Pertinence**

- Règle de la prépondérance**
- Voir* **Prépondérance de la preuve**

- Règle des trois identités, 990-999**
- Identité d'objet, 996-999
 - Absence d'identité d'objet, 998
 - Définition, 996
- Interprétation jurisprudentielle large, 997
- Litispendance et chose jugée, 999
- Identité de cause, 991-995
 - Conception de la notion de cause, 995
 - Identité de la règle de droit, 992
 - Identité du résultat de l'application des règles de droit, 994
 - Notion, 991
 - Qualification juridique des faits, 993
- Identité des parties, 990
 - Faute d'un tiers non poursuivi dans l'instance, 990
 - Identité juridique, 990
 - Identité physique, 990
 - Jugement ou transaction, 990
 - Parties additionnelles dans un seul litige, 990
 - Position des parties dans un litige, 990
- Voir aussi* **Chose jugée**

- Règlements**
- Connaissance judiciaire, 95, 97, 101, 103, 104

- Règles d'administration de la preuve**
- Bon déroulement du procès, 1411
- Intervention du tribunal, 1411
- Règles d'irrecevabilité, 1411
- Règles impératives, 1411
- Sanction, 1411
- Sources, 1411
- Voir aussi* **Procédure normale d'administration de la preuve testimoniale**

- Règles d'irrecevabilité**
Voir Irrecevabilité
- Règles de preuve**
Voir Facteurs d'évolution des règles de preuve ; Historique des règles de preuve ; Règle de la meilleure preuve ; Sanction des règles de preuve
- Règles morales**
Voir Morale
- Réinterrogatoire**
 But et objet, 623
 Limite, 624
- Relations de famille, d'affection, d'amitié, de confiance, de travail ou de subordination**
 Impossibilité relative ou morale de se ménager une preuve écrite, 845-847
- Renseignement confidentiel**
 Examen physique, mental ou psychosocial, 663
 Renseignement fiscal, 1384
 Renseignement personnel, 1170
Voir aussi Communications privilégiées ; Secret professionnel
- Renseignement fiscal**
 Caractère confidentiel, 1384
 Devoir de discrétion et immunité judiciaire de l'employé du fisc
 – Limitations, 1384
 Fouille, perquisition et saisie, 1385
- Renseignement personnel**
 Caractère confidentiel, 1170
 Caractère public, 1170
- Communication, 1167
 Protection, 1168, 1170, 1171
- Renseignement public**, 1168, 1170
Voir aussi Accès aux documents
- Réouverture des débats**
 Absence des témoins, 571
- Représentation**
 Aveu, 1038, 1039
 Commencement de preuve, 869
 Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 808
 – Exception, 869
Voir aussi Mandataire
- Reproduction des documents**, 441-451
 Absence de limitations, 442
 Certification et documentation, 446
Code civil du Québec, 441
 Condition de recevabilité, 443
 Document technologique, 441, 445-447
 Document électronique, 451
 Droit canadien, 449-451
 Droit québécois, 441-448
 Modes de reproduction, 441
 Photographie d'un document, 449, 450
 Subsistance de l'original, 448
- Reproduction sonore**
Voir Enregistrement
- Réputation**
Voir Caractère et réputation

- Res gestae**, 400, 604, 718, 724-733, 747, 767, 1037
- Code civil du Québec*, 729
- Common law, 724
- Critères d'admissibilité, 727
- Déclaration extrajudiciaire
- Accompagnant ou expliquant un fait litigieux, 731
 - Création, modification ou extinction d'un droit, 730
 - Déclaration spontanée et contemporaine, 729, 767
 - État mental d'une personne, 733
 - État physique d'une personne, 732
- Définition, 725
- Droit civil, 728
- Valeur probante, 726
- Res ipsa loquitur**, 1007-1009
- Application, 1007-1009
- Common law, 1007
- Critique, 1009
- Droit québécois, 1008
- Effet, 1007, 1008
- Fardeau de la preuve, 1008
- Signification, 1007
- Réseaux sociaux**
- Voir Document technologique ; Informatique ; Technologies de l'information*
- Résidence dans une autre province ou un territoire du Canada**
- Convocation, 565
- Restriction à la preuve testimoniale**
- Voir Preuve contredisant ou changeant les termes d'un écrit constatant un acte juridique ; Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique*
- Rétractation**
- Aveu judiciaire, 1054
- Rétractation de jugement**
- Absence des témoins, 573
- Réunion de causes d'action**
- Valeur du litige, 839
- Rôle de l'avocat**
- Conduite du litige, 12
- Expert/expertise, 508
- Preuve légale et procédure accusatoire et contradictoire, 13
- Preuve libre et procédure inquisitoire, 16
- Sanction des règles de preuve 1398
- Rôle de l'expert**
- Voir Expert/expertise*
- Rôle des parties**
- Conduite du procès, 12
- Fardeau de la preuve, 149-190
- Obligation de convaincre, 150-183
 - Obligation de produire les éléments de preuve, 184-190
- Voir aussi Fardeau de la preuve*
- Rôle du juge**
- Accroissement, 48, 50, 196, 197, 199, 202, 204, 206, 625

- Action collective, 50, 202
- Appréciation de la preuve, 13, 23, 24
- Preuve testimoniale (rôle des tribunaux d’appel), 537-552
- Commission rogatoire, 680
- Conduite du procès, 43, 625
- Convocation des témoins, 627
- Déroulement de l’enquête, 41, 561
- Droit administratif, 205
- Droit familial, 50, 203, 627
- Étendue et limite, 626
- Examen physique, mental ou psychosocial, 666
- Fardeau de la preuve, 191-206
- Passivité du juge, 191-206
- Atteinte, 194-206
 - Avantages, 192
 - Inconvénients, 193
 - Principe, 191
- Petites créances, 50, 201
- Preuve de la loi étrangère, 120
- Preuve légale et procédure accusatoire et contradictoire, 13, 47
- Preuve libre et procédure inquisitoire, 16
- Question suggestive, 626
- Recherche de la preuve, 13, 23, 24
- Rôle trop actif, 47
- Sanction des règles de preuve 1398
- Rôle du tribunal**
- Voir Rôle du juge*
- S –
- Saisie**
- Voir Fouille, perquisition et saisie*
- Sanction des règles de preuve,** 1394-1421
- Objection à la preuve, 1412-1421
- Caractère spécifique, 1417
 - En temps utile, 1419
 - Inconvénients, 1415
 - Jugement, 1420, 1421
 - Motivation, 1418
 - Notions générales, 1412
 - Obligation de s’opposer, 1412, 1415
 - Qualités, 1416-1419
 - Renonciation à la sanction de la preuve illégale, 1413, 1414
- Règles d’irrecevabilité, 1400-1411
- Administration de la justice, 1401-1405
 - *Code civil du Québec*, 1407
 - Communications privilégiées, 1410
 - Contestation d’un acte authentique, 1405
 - Déclaration extrajudiciaire, 1409
 - Droit canadien, 1401
 - Droit pénal, 1409
 - Droit québécois, 1401
 - Droits fondamentaux, 1401
 - État des personnes, 1404
 - Intérêt privé, 1406-1411
 - Notions générales, 1400
 - Ordre public, 1401-1405
 - Ouï-dire, 1409
 - Pertinence, 1402
 - Présomption légale, 1408
 - Privilège de la Couronne, 1403
 - Règles d’administration de la preuve, 1411
 - Secret professionnel, 1401, 1410

- Règles relatives à l'objet, au fardeau, à l'existence et à la valeur probante de la preuve
- But, 1398
 - Devoirs du juge, 1398
 - Rôle de l'avocat, 1399
- Renonciation à la sanction
- Convention sur les règles de preuve, 1394-1397
 - Preuve illégale, 1413, 1414
- Voir aussi* **Dérogation conventionnelle aux règles de Preuve ; Objection à la preuve**
- Secret conjugal**
- Voir* **Communication entre conjoints**
- Secret de l'État**
- Voir* **Privilège de la Couronne**
- Secret de l'identité de l'informateur de police**
- Voir* **Privilège de l'informateur de police**
- Secret de la confession**
- Voir* **Secret professionnel**
- Secret gouvernemental**
- Voir* **Privilège de la Couronne**
- Secret marital**
- Voir* **Communication entre conjoints**
- Secret médical**
- Voir* **Secret professionnel**
- Secret professionnel**, 12, 38, 40, 52, 1171, 1307-1393
- Autorisation de l'auteur de la confiance, 1370-1373
- Intérêt du client, 1370
- Autorisation légale, 1374-1385
- Administration de la justice, 1380
 - Comité de discipline, 1375
 - Communication d'un document, 1381
 - Dossier d'adoption, 1379
 - Dossier médical et hospitalier, 1376, 1377, 1380, 1381
 - Droit fiscal, 1384, 1385
 - Fouille, perquisition et saisie, 1383, 1385
 - Notions générales, 1374
 - Protection de la jeunesse, 1378
 - Rapport médical, 1382
 - Santé et sécurité publiques, 1377
- Avocat, 1316
- But illicite de la transmission d'un renseignement, 1386, 1387
- Common law, 1315-1318
- Conditions d'existence, 1331-1368
- Confident tenu au secret, 1333-1339
- Conflit d'intérêts, *v.* Renseignement confidentiel
- Conseiller juridique, 1310, 1323
- Décès de l'auteur de la confiance
- Common law, 1390
 - Droit civil, 1391
- Décès du professionnel, 1392
- Déconsidération de l'administration de la justice, 1187
- Définition, 1307
- Déontologie professionnelle, 1336

-
- Devoir d'assurer le respect d'office, 1329
 - Devoir de discrétion, 1307, 1327
 - Discrétion judiciaire, 1361
 - Distinction entre le privilège relatif au litige et le secret professionnel, 1263, 1309
 - Droit canadien, 1319-1322
 - Droit criminel, 1320
 - Droit privé, 1322
 - Droit public, 1321
 - Évolution jurisprudentielle, 1319
 - Droit de choisir son avocat, 1349
 - Droit français
 - Droit positif, 1314
 - Notions générales, 1313
 - Droit québécois, 1323-1330
 - Charte québécoise, 1326-1330
 - Droit antérieur à la Charte québécoise, 1323-1325
 - Durée, 1390-1393
 - Écrit technologique, 1138
 - État ou profession, 1359-1368
 - Choix de l'avocat par une personne autre que le bénéficiaire, 1366
 - Communication antérieure au contrat, 1361
 - Décès ou changement d'état du professionnel, 1392
 - Fonctions judiciaires et administratives, 1367, 1368
 - Fonctions professionnelles et administratives, 1363
 - Information transmise dans le cadre de la profession ou fonction, 1360-1363
 - Intérêt d'un bénéficiaire des services professionnels, 1364
 - Intérêt d'un tiers, 1365
 - Notions générales, 1359
 - Professionnel salarié, 1362
 - Exceptions et limites, 1369-1393
 - Limites jurisprudentielles, 1386-1389
 - Fondements, 1308
 - Immunité judiciaire, 1328, 1330, 1368
 - Intégrité du système judiciaire, 1349
 - Interprétation jurisprudentielle, 1332
 - Législation et réglementation, 1335, 1337, 1338
 - Mandataire, associé et employé, 1339
 - Médecin, 1311, 1317, 1324, 1357
 - Notaire, 1356
 - Notions générales, 1331, 1333, 1369
 - Offre de règlement, 1344, 1393
 - Prêtre et ministre du culte, 1312, 1318, 1325, 1334, 1358
 - Preuve matérielle, 1091
 - Preuve secondaire, 1388
 - Privilège relatif au litige, 1288
 - Règles d'irrecevabilité, 1401, 1410
 - Règles générales, 1307-1330
 - Renonciation, 1371-1373
 - Renseignement confidentiel, 1337, 1341-1350, 1367
 - Conflit d'intérêts, 1346-1350
 - Information secrète, 1342
 - Notion, 1341
 - Pluralité de clients, 1345
 - Volonté contraire du client, 1344
 - Volonté du client, 1343

- Révélation du renseignement confidentiel, 1344, 1351-1358, 1393
- Existence du mandat, 1353
 - Fait communiqué par le professionnel, 1354
 - Fait constaté, 1352
 - Fin du secret, 1393
 - Identité du client, 1353
 - Notions générales, 1351
 - Relation avocat-client, 1355
 - Relation notaire-client, 1356
 - Secret de la confession, 1358
 - Secret médical, 1357
 - Volonté du client, 1344
- Théorie des « *privileged communications and deemed understandings* », 1316
- Serment**
Voir **Déclaration sous serment**
- Service de messagerie électronique**, 1111, 1133
- Signature**
Voir **Acte sous seing privé ; Écrit technologique**
- Silence**
Aveu, 1024
Voir aussi **Droit au silence**
- Simulation**, 935-946
Définition, 936
Formes, 937
Illicite
 - Illustrations, 938
 - Notion, 938
 - Nullité, 939
 - Preuve, 939
- Licite
 - Effet à l'égard des tiers, 943
 - Effet entre les parties, 941
 - Preuve entre les parties, 942
 - Validité, 940
- Mixité du droit québécois, 935
- Notion de tiers, 946
- Preuve contre un tiers, 945
- Preuve par un tiers, 944
- Skype**, 1111, 1133
- Solidarité**
Valeur du litige, 836
- Source journalistique**
Voir **Journaliste**
- Sources**, 57-90
Règle d'irrecevabilité du oui-dire, 693-695
 - Common law, 693
 - Droit codifié, 694
 - Jurisprudence canadienne, 695
- Sources formelles, 76-90
 - Application supplétive du droit provincial, 90
 - Charte canadienne, 77, 78, 87
 - Charte québécoise, 79, 80
 - Droit canadien, 86-90
 - Droit québécois, 76-85
 - Droit transitoire, 76
 - *Loi sur la preuve au Canada*, 88
 - Lois statutaires, 85, 89
 - Règles de pratique, 83, 84
 - Règles de preuve contenues dans le *Code civil du Québec*, 81, 82

- Règles de preuve contenues dans le *Code de procédure civile*, 83, 84
 - Sources historiques, 57-75
 - Codifications du C.c.B.C. de 1866 et du C.p.c. de 1867, 67-69
 - Droit supplétif, 73-75
 - Législations postérieures aux codifications, 71, 72
 - Notions introductives, 57
 - Période antérieure aux codifications, 58-66
 - Période postérieure aux codifications, 70-75
 - Régime anglais, 60-66
 - Régime français, 58, 59
 - Support technologique**, 1114-1118
 - Définition, 1114
 - Distinctions, 1118
 - Équivalence, 1115
 - Fiabilité technologique, 1149
 - Formes, 1114
 - Intégrité de l'information, 1146
 - Présomption d'intégrité, 1117, 1149, 1150
 - Tangible ou logique, 1116
 - Transmission, 1122
 - Communication, 1122
 - Voir aussi* **Document technologique ; Écrit technologique**
 - Système contemporain**, 36-43
 - Angleterre et États-Unis, 42, 43
 - Ex-Union soviétique, 37, 38
 - France, 39-41
- T –
- Technologies de l'information**
 - Commission rogatoire, 679
 - Déclaration extrajudiciaire enregistrée, 715, 795
 - Interrogatoire des témoins hors la présence du tribunal, 632, 642, 672
 - Loi applicable, 473
 - Utilisation en procédure civile, 474
 - Voir aussi* **Document technologique ; Informatique ; Preuve par support technologique**
 - Témoignage**
 - Voir* **Preuve testimoniale ; Témoignage de l'enfant ; Témoignage hors de cour**
 - Témoignage de l'enfant**, 556-558
 - Aptitude à témoigner, 556
 - Corroboration, 174, 556
 - Déclaration d'un enfant victime d'abus sexuel, 773-776
 - *Code civil du Québec*, 775
 - Common law, 773
 - Conditions générales de recevabilité, 773
 - Controverse jurisprudentielle, 774
 - Corroboration, 776
 - Exception à l'interdiction du oui-dire, 773-776
 - Protection de la jeunesse, 774
 - Droit canadien, 558
 - Exclusion des témoins, 577
 - Protection de la jeunesse, 559, 774

- Témoignage hors de cour**, 630-692
- Communication de documents, 648-656
- Document en la possession d'un tiers, 654-656
 - Document en la possession d'une partie, 652, 653
 - Règles générales, 648-651
- Examen physique, mental ou psychosocial, 660-668
- Conditions, 664
 - Confidentialité, 663
 - Deuxième examen, 662
 - Discretion judiciaire, 666
 - Interprétation restrictive, 667
 - Notions générales, 660
 - Premier examen, 661
 - Principe de proportionnalité, 661, 665
 - Témoignage du médecin, 668
 - Utilisation, 665
- Interrogatoire hors la présence du tribunal, 631-647, 669-692
- Commission rogatoire, 679-684
 - Constitution préalable de la preuve, 685-692
 - Fardeau légal de la preuve, 580
 - Interrogatoire des témoins hors la présence du tribunal, 669-672
 - Interrogatoire écrit, 673-678
 - Interrogatoire préalable à l'instruction, 631-647
- Preuve matérielle, 648, 649, 657-659
- Définition du mot « objet », 659
 - Définition du mot « présenter », 659
 - Disposition applicable, 657
 - Procédure, 658
- Règles générales, 630
- Voir aussi* **Interrogatoire hors la présence du tribunal**
- Témoignage incriminant**
- Voir* **Protection contre l'auto-incrimination**
- Témoignage technologique**, 1130-1131
- Extrajudiciaire, 1130
- Judiciaire, 1130
- Témoin**
- Voir* **Absence des témoins ; Capacité des témoins ; Compétences des témoins ; Contraignabilité ; Convocation des témoins ; Crédibilité du témoin ; Déroulement de l'enquête ; Exclusion des témoins ; Interrogatoire principal ; Preuve testimoniale**
- Témoin expert**
- Voir* **Expert/expertise**
- Témoin hors de cour**
- Voir* **Témoignage hors de cour**
- Test d'ADN**
- Preuve d'authenticité, 1102
- Valeur probante, 1108
- Test du détecteur de mensonge**
- Voir* **Test du polygraphe**
- Test du polygraphe**
- Aveu, 1031, 1101
- Preuve d'authenticité, 1101
- Valeur probante, 1108

Testament

Déclaration d'un testateur concernant son testament, 777

Fardeau de la preuve

- Incapacité de tester, 158
- Preuve plus forte, 179

Incapacité du testateur

- Preuve médicale, 1391

Voir aussi **Testament devant témoins ; Testament notarié ; Testament olographe**

Testament devant témoins

Formalités, 350

Valeur probante à l'égard des tiers, 379

Testament notarié

Conditions de validité, 292

Testament olographe

Formalités, 350

Valeur probante à l'égard des tiers, 379

Texte réglementaire

Voir **Règlements**

Tiers

Conduite, 243

Déclaration des tiers

- Acte authentique (preuve contraire), 311-313
- Aveu, 1045, 1046

Définition, 389-391, 807, 946

Prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique

- Exclusion des tiers, 806-812

Valeur probante à l'égard des tiers

- Acte authentique, 299, 309

- Acte sous seing privé, 299, 359-378

Voir aussi **Document en la possession d'un tiers**

Totalitarisme, 37**Traité**

Connaissance judiciaire, 106

Transfert de l'information

Copie et document résultant d'un transfert, 919

Tribunal

Expert/expertise

- Expert nommé par le tribunal, 531-536
- Rôle de gestion quant à l'objet et à la pertinence d'une expertise, 502

Registre, 270

Voir aussi **Compétence des tribunaux ; Outrage au tribunal ; Rôle du juge**

Tribunal d'appel

Voir **Cour d'appel ; Cour suprême du Canada**

Tribunal spécialisé

Fait de notoriété, 143

Tuteur

Voir **Représentation**

– U –

Ultra petita, 23**Union soviétique**

Voir **Ex-Union soviétique**

- Usage**, 107-110
 Allégation, 110
Code civil du Québec, 109
 Connaissance judiciaire, 107-110
 Définition, 107
 Effet des codifications, 108
 Preuve, 110
 Réticence des tribunaux, 109
 Source de droit, 110
 Utilisation, 109
- Utilisation susceptible de déconsidérer l'administration de la justice**
Voir Administration de la justice ; Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux
- V -
- Valeur du litige**
 Exception à la prohibition de la preuve testimoniale de l'acte juridique, 830-842
- Valeur probante**
 Acte authentique, 299-309
 Acte semi-authentique, 344, 345
 Acte sous seing privé
 – Parties et héritiers, 299, 359-378
 – Tiers, 299, 379-392
 Aveu, 1050-1057
 Common law, 222, 1107
 Déclaration extrajudiciaire du témoin, 792
 Déclaration incompatible du témoin, 617
- Document inséré dans un registre dont la tenue est exigée par la loi, 761
 Écrit non signé relatant un acte juridique dans le cours des activités d'une entreprise, 415, 759
 Écrit relatant un acte juridique, 404
 Écrit relatant un fait matériel, 402
 Expert/expertise, 527-530
 – Expert nommé par le tribunal, 536
 – Rapport, 498, 508
 Interrogatoire principal
 – Déclaration incompatible de son propre témoin, 601
 – Rafraîchissement de la mémoire d'un témoin, 596
 Mention libératoire, 409, 410
 Papier domestique, 406, 407
 Pertinence, 218, 221, 222
 Présomption de fait, 1003
 Preuve matérielle, 1105-1108
Res gestae, 726
 Témoin ordinaire, 494-496
- Vidéo**
Voir Enregistrement
- Violation des droits et libertés fondamentaux**
Voir Preuve obtenue en violation des droits et libertés fondamentaux
- Violence**
 Aveu, 1031
 Fait similaire, 241

Visioconférence

Témoignage technologique, 1130

Voir aussi **Technologies de l'information****Visite des lieux**

Preuve d'authenticité, 1103

Vraisemblance

Commencement de preuve, 872-876